

MOUVEMENT COMMUNISTE ET KOLEKTIVNĚ PROTI KAPITÁLU

L'AUTONOMIE OUVRIÈRE FRAPPE EN CHINE



AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRESENTATION

Ce document sort en même temps en trois langues anglais, français et tchèque. Non parce que nous aurions été très efficaces pour la traduction, mais parce qu'il est le fruit d'un travail commun dès le début de sa conception. Travail mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres. Nous espérons que ceci, première étape d'une politique commune, sera confirmé et amplifié de façon à tendre vers l'unification et la centralisation des communistes.

HOMMAGE

Nous voudrions rendre hommage à notre camarade Daniel Bénard (1942-2010) en lui dédiant ce travail auquel il a contribué. Lutteur inflexible de toujours contre le stalinisme et pour l'autonomie ouvrière, il a été vaincu par le cancer en avril 2010.

Tu es toujours là « Bill »

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier deux camarades extérieurs à nos formations qui nous ont aidé par leur relecture attentive et les conseils et remarques qu'ils nous ont prodigué.

Mouvement Communiste :

Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :

B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique

www.mouvement-communiste.com

Kolektivně proti kapitálu :

<http://protikapitalu.org/>

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
Chronologie : premier round	5
La grève de l'usine de transmissions Honda de Nanhai	5
L'accord	6
Chronologie : deuxième round	7
La grève à Foshan Fengfu	7
La grève chez Honda Lock	8
La grève chez Atsumitec	11
Des grèves contagieuses	12
Foxconn	14
Subir ou rendre les coups ?	15
C'est quelque chose d'être un ouvrier chinois	16
Les conséquences de la crise	16
Les salaires	17
Les grandes migrations internes en Chine	18
Pénurie de main d'œuvre ?	20
Des hausses de salaires qui pourraient favoriser un nouveau stade de développement de l'économie chinoise	20
La démographie au travail, l'armée de réserve se réduit	21
La deuxième génération	22
La Chine, la plus grande usine et le plus grand marché de l'automobile dans le monde	23
Lutte des classes en Chine	24
Des grèves partout	24
Tentative d'organisation	25
N'oubliez pas Tian'anmen	25
Incidents de masse	27
Modification des lois	28
Quelle grève a eu lieu ?	29
Organisation de la grève	29
Denso	29
Honda	30
Honda Lock	30
La révolution : l'autonomie ouvrière plus Internet	31
Les revendications des grévistes	32
Grève contre les compagnies étrangères	33
Le coût des grèves	34
Et maintenant ?	35
La productivité	35
La production se déplace vers l'ouest de la Chine	35
L'économie chinoise : de la plus-value absolue à la plus-value relative	36
Le syndicat officiel contre-attaque	37
Le PCC	38
Aujourd'hui	39
La prochaine étape	40
Conclusion	41
ANNEXES	42
Bibliographie	42
En français	42
En anglais	42

Divisions administratives en Chine.....	44
Présentation	44
Provinces (<i>shěng</i>)	44
Préfectures (<i>dìqū</i>)	44
Arrondissements (<i>Xiàn</i>) Districts (<i>Qū</i>)	44
Cantons (<i>xiāng</i>)	44
Villages.....	44
Cas spécifiques.....	45
Cas de la province du Guangdong.....	46
Les usines Honda en Chine	47

L'AUTONOMIE OUVRIERE FRAPPE EN CHINE

Introduction

En grève pendant deux semaines dans une usine moderne d'équipements automobiles de Honda, 1 900 ouvriers ont obtenu une importante augmentation de salaires après avoir stoppé quatre usines de montage. C'est probablement la première grève offensive récente victorieuse contre une entreprise internationale importante.

La grève, lancée par les ouvriers pour protester contre les bas salaires et les dures conditions de travail, a coûté au constructeur automobile des milliers de voitures perdues dans le plus grand marché du monde. L'action a commencé le 17 mai à l'usine de transmissions Honda de Nanhai à Foshan dans la province du Guangdong¹. Cette usine produit des transmissions automatiques et manuelles et des composants de moteurs utilisés par les quatre usines chinoises de Honda².

Cette grève a été suivie par une vague de grèves dans d'autres usines, Honda, puis Toyota, mais aussi dans diverses industries, électronique, plastique, et brasseries...tant chez les fabricants que chez les sous-traitants.

Une preuve de plus qu'une fois déclenchée, la résistance des ouvriers peut se transformer en offensive.

Notre chronologie est assez détaillée de façon à donner une bonne idée de la « contagion » réelle de la grève qui a saisi la ceinture côtière industrielle chinoise à l'été 2010, et comment cela a pris au dépourvu l'État et les patrons.

Le texte comprend donc :

- Une chronologie détaillée en deux parties,
- L'extension des grèves à d'autres usines,
- Les conditions de vie des ouvriers chinois,
- Une présentation de l'industrie automobile en Chine,
- Un aperçu sur l'histoire de la lutte des classes en Chine depuis 1949,
- Une analyse de la grève chez Honda,
- Ce qui s'est passé depuis l'été 2010,
- Une tentative de conclusion,
- Des annexes.

¹ La Chine est divisée administrativement en provinces, préfectures, arrondissements et districts, cantons et enfin villages. Le terme ville (*Shi*) recouvre plusieurs réalités : ville-province (comme Beijing), ville-préfecture, ville-district ou partie urbaine d'une unité administrative. Voir liste complète en annexe. Ainsi Foshan est une des 21 villes-préfectures qui divisent la province du Guangdong et Nanhai est une des cinq villes-districts qui composent la préfecture de Foshan.

² Voir liste des usines Honda en annexe.

Chronologie : premier round

La grève de l'usine de transmissions Honda de Nanhai

Lundi 17 mai

Démarrage de la grève³.

« *N'oubliez pas d'apporter vos parapluies demain* », indiquait l'affichage sur le forum de discussion Internet. « *Ne vous laissez pas détourner vers la cantine ou l'atelier, demain, nous nous asseyons devant l'entrée principale de Honda et attendons les journalistes.* »

« *Le 17 mai, nous avons commencé la grève en appuyant sur le bouton d'arrêt d'urgence à l'atelier AT1* », a expliqué Tan Zhiqing, un des meneurs de la grève à Nanhai. Il a été congédié la semaine suivante pour ce que la société a taxé de sabotage et pour avoir mené la grève. « *L'atelier AT2 a fait la même chose. Puis, vingt d'entre nous sont allés dans d'autres départements de production pour persuader les gens de se joindre à nous.* »

« *Nous avons vu plus d'une centaine d'entre eux marchant vers notre secteur, mais nous pensions qu'ils prenaient seulement une pause pour nous rendre visite* », a déclaré un stagiaire de la province du Hunan. « *Nous avons réalisé qu'ils venaient nous informer sur la grève.* » Le lendemain, les grévistes des deux ateliers ont repris le travail⁴.

Vendredi 21 mai

La grève reprend à Nanhai. Avec des salaires mensuels moyens de 1 500 yuans pour les salariés d'usine sous-traitants (en effet, bien qu'appartenant à Honda, l'usine de Nanhai est une usine sous-traitante vis-à-vis des usines d'assemblage de Honda), les travailleurs réclament une augmentation à 2 000/2 500 yuans⁵, en ligne avec ce que gagnent les travailleurs des usines d'assemblage automobile de Honda en Chine.

« *Le salaire mensuel pour nous les travailleurs chinois est très faible. Mais le personnel japonais peut gagner 300 dollars US par jour, et leur travail consiste simplement à nous former* », a déclaré un gréviste. « *Nous portons des masques parce que la compagnie a récemment utilisé des caméras pour nous photographier ou nous filmer* », dit-il.

Lundi 24 mai

Honda suspend certaines opérations de montage à Canton⁶. La production a été suspendue depuis l'équipe de nuit du lundi sur le site de Zengcheng (à l'est de Canton), qui produit principalement la berline Accord, et sur le site de Huangpu (au sud-est de Canton)⁷.

Mercredi 26 mai

À l'usine de Wuhan, qui produit notamment la Civic, la production est arrêtée depuis l'équipe de nuit de mercredi. Un porte-parole de Honda, a indiqué que des responsables des administrations locales de Foshan sont intervenus pour tenter une médiation.

Jeudi 27 mai

Jeudi, la production dans les quatre usines Honda en Chine est toujours suspendue.

Mardi 1er juin

Environ 200 dirigeants syndicaux se sont heurtés avec les travailleurs qui refusaient de mettre fin à la grève le lundi et les ont forcés à quitter l'usine, mais personne n'a été gravement blessé. « *Ils ont dit qu'ils vireraient quiconque refuserait de reprendre le travail et c'est ainsi*

³ Honda Autoparts Manufacturing Co., Ltd.

⁴ Un des meilleurs comptes-rendus de l'organisation de cette grève est un article qui est apparu dans China News Weekly, un hebdomadaire d'actualités sur la Chine continentale, le 2 juin 2010. La traduction disponible provient de China Labour News Translations : http://www.clntranslations.org/file_download/115

⁵ Le taux de change yuan/dollar était d'environ 100 yuans pour 15 US \$.

⁶ Dans le document, nous avons choisi, pour les villes dont le nom est traduit en français (Pékin pour Beijing, Canton pour Guangzhou, etc.) d'utiliser celui-ci.

⁷ La ville-préfecture (à statut de sous-province) de Canton est divisée en 9 districts (*Qū*) et 2 villes-arrondissements (*Shì*). Zengcheng est une des deux villes-arrondissements et Huangpu est un des neuf districts.

que les autres ont été contraints de reprendre. S'ils me virent, peut-être que je vais devoir trouver un autre emploi », a déclaré un gréviste.

L'agence de presse officielle *Xinhua* rapporte que des représentants du gouvernement du district ont envoyé des représentants syndicaux à l'usine pour assurer la reprise de la production, citant des sources gouvernementales anonymes. Les travailleurs ont poursuivi de leur côté des affrontements dans l'usine avant de retourner dans leurs dortoirs.

Zeng Qinghong, membre du Congrès populaire national et vice-président d'une joint-venture avec Honda, Canton Automobile Group, a visité l'usine pour négocier avec les travailleurs au nom de la compagnie. « *Si vous êtes chinois vous ne devez absolument pas signer – un pour tous et tous pour un* », a écrit un travailleur en grève sur un formulaire, distribué par la compagnie, invitant les ouvriers à renoncer à poursuivre la lutte.

Reflétant la nervosité du gouvernement à propos de la dégradation de la situation, les médias locaux ont reçu l'ordre de mettre la pédale douce sur la couverture des événements. Un journaliste chinois qui a passé une grande partie de la semaine précédente aux portes de l'usine, a indiqué que « *le gouvernement nous a interdit de continuer à couvrir cette grève* ».

Dorénavant en sourdine, les reportages précédents des médias locaux sur la grève avaient inspiré des discussions sympathiques dans des blogs sur Internet ainsi que la diffusion de vidéos musicales pour remonter le moral, montrant des images des travailleurs en lutte portant l'uniforme Honda.

Mercredi 2 juin

La plupart des 1 900 travailleurs a repris le travail après avoir reçu une proposition de hausse salariale de 24 %, a déclaré Honda. Ceux qui n'étaient pas d'accord, déclare un gréviste, affirment qu'une autre grève sera déclenchée si la direction ne satisfait pas leurs revendications : une plus importante augmentation (800 yuans), une augmentation annuelle de salaire jusqu'à 15 % à partir de l'année prochaine, le réembauchage de tous les travailleurs licenciés pour avoir pris part à la grève et des modifications du mécanisme d'augmentation salariale.

Environ 200 travailleurs en colère ont marché de l'intérieur du complexe à la porte de l'usine, le matin, pour dire aux journalistes qu'ils ont été frappés par les représentants syndicaux la veille. Certains travailleurs ont admis être retournés au travail en partie à cause d'une crainte de perdre leur emploi. Les superviseurs ont fait un appel nominal toutes les 30 minutes. Celui qui n'était pas présent à l'appel étant considéré absent.

Mais les grévistes ont déclaré que certains salariés qui avaient temporairement repris le travail lundi après-midi étaient de nouveau en grève mardi. Ils ont également signalé que des échauffourées avaient éclaté lundi entre les travailleurs et certains officiels, après que des travailleurs ont été poussés à mettre fin à la grève et à retourner au travail.

« *J'ai entendu dire que quelque 100 travailleurs de la première équipe ont été forcés de retourner au travail hier après-midi, et qu'ils se sont arrêtés après avoir produit 100 unités, réalisant que l'augmentation de salaire était trop basse* », a déclaré un travailleur de 19 ans. L'usine a repris la pleine production le mercredi, mais une partie de la main-d'œuvre a décidé de ne reprendre que le vendredi, jour où l'entreprise doit répondre à une liste de revendications non satisfaites.

L'accord

Jeudi 3 juin

Les travailleurs trouvent un accord avec la compagnie pendant la nuit après plus de six heures de négociations. « *Nous avons simplement conclu un accord dont les deux parties sont dans l'ensemble satisfaites* », a déclaré un représentant des travailleurs qui a pris part aux négociations de 15 heures à 21h30. « *Cela signifie que nous ne partirons pas à nouveau en grève, au moins pour une courte période.* »

Honda Motor annonce que la production va redémarrer dans ses quatre usines chinoises vendredi, mais les perspectives pour la semaine suivante demeurent incertaines car certains travailleurs dans une usine de pièces détachées n'ont pas encore accepté un retour complet au travail.

« *Bien sûr, nous repartirons à nouveau en grève si nous n'obtenons pas une réponse satisfaisante* », a déclaré Li, un ouvrier. « *Le problème pour Honda, c'est que l'usine de transmission est entièrement sous contrôle étranger* », a déclaré Zhang Xin, un analyste chez Guotai Junan Securities. « *S'il s'agissait d'une JV [coentreprise], la direction chinoise serait intervenue dès le début et ça n'aurait pas dégénéré.* »

Vendredi 4 juin

Les travailleurs ont rencontré la direction ce jour, afin d'entamer des négociations destinées à éviter le redémarrage de la grève. Ils ont menacé de repartir en grève si la direction de l'usine rejette leurs revendications.

Honda a redémarré l'assemblage dans ses quatre usines automobiles, grâce à la fourniture de transmissions pour la première fois depuis plus d'une semaine. Honda a indiqué qu'il sera en mesure de produire des voitures vendredi et samedi, mais que les perspectives pour la semaine prochaine restent incertaines parce que tous les travailleurs de l'usine de pièces détachées n'ont pas tous accepté le retour au travail. Ils menacent de reprendre la grève si leurs revendications salariales et leur exigence d'une représentation syndicale n'étaient pas acceptées.

Honda a proposé 134 yuans supplémentaires par mois à ses travailleurs fixes – en plus d'une augmentation de 366 yuans promise plus tôt cette semaine. Dans un entretien téléphonique, l'un des grévistes a même proclamé la victoire, affirmant que les ouvriers de Honda avaient gagné une augmentation de salaire de 34 % ainsi que des primes régulières et d'autres concessions. Cela porterait le salaire de base à plus de 2 000 yuans par mois, bien au-dessus du salaire minimum dans la région.

Cela signifie que les travailleurs fixes ont gagné une augmentation de salaire de 500 yuans après près de trois semaines de grève. Ils avaient exigé 800 yuans mensuels de rallonge.

Un délégué a déclaré au quotidien de Hong Kong, le *South China Morning Post*, que les primes seront payées deux fois par an – avant le congé annuel de la fête nationale et pour la fin de l'année. Il n'y a eu aucune information sur la réintégration des travailleurs licenciés pour avoir participé à la grève.

À un moment donné dans l'après-midi, les travailleurs de la ligne de montage ont débrayé pendant environ 20 minutes. Mais ils ont repris le travail après que la direction les a menacés de mettre fin aux négociations. Les représentants des travailleurs sont conseillés par un universitaire Chang Kai, le directeur de l'institut des relations du travail à l'Université Renmin (Université du peuple) de Pékin.

Chronologie : deuxième round

La grève à Foshan Fengfu

Lundi 7 juin

« *D'autres conflits du travail exploseront tôt ou tard* » a expliqué le Dr Chang Kai, directeur de l'Institut des relations du travail à l'Université Renmin. Certains travailleurs de Honda ont décidé que ce serait tout de suite plutôt que plus tard.

Mercredi 9 juin

Quelques jours après le règlement de la grève chez Honda à Nanhai, un nouveau débrayage a éclaté dans une autre usine, Foshan Fengfu Autoparts à Chancheng⁸. Certains travailleurs de

⁸ Chancheng est une des cinq villes-districts de Foshan.

l'usine (une joint-venture entre Yutaka Giken, détenu à 70 % par Honda, et une compagnie taïwanaise) ont entamé une grève lors de la première équipe du lundi.

Cette usine fabrique des silencieux et d'autres pièces d'échappement pour Guangqi Honda (une joint-venture à 50-50 entre Honda et Canton Automobile).

Cette nouvelle grève a commencé à 6h50 lorsqu'une vingtaine de travailleurs a cherché à rallier des collègues à l'entrée de l'usine de 12 000 m². A midi, plus de 215 travailleurs ont décidé de se mettre en grève, leur nombre a grimpé à plus de 250 la nuit suivante. L'usine compte environ 460 salariés, 300 d'entre eux étant des ouvriers de base.

Finalement, un accord est conclu entre les grévistes et la direction sur la base d'une augmentation mensuelle de 366 yuans pour les ouvriers à temps complet, ce qui porte le salaire pour les nouveaux embauchés à 1 910 yuans.

La grève chez Honda Lock

Mercredi 9 juin

Pendant ce temps à Honda Lock⁹, un travailleur de 22 ans, originaire de la province du Hunan a déclaré qu'il n'était pas juste d'avoir été contraints de prendre des jours de congé pendant la grève chez Autoparts Honda et de faire maintenant des heures supplémentaires non rémunérées pour rattraper le temps perdu. *« A partir de samedi, nous avons été appelés à exécuter des heures supplémentaires sans compensation »,* dit-il. *« Je travaille dans l'équipe du matin, qui commence à 7h30 et termine à 16h30, mais maintenant je suis tenu de travailler huit heures de plus après, sans le double salaire légal. »*

Il a également déclaré que le salaire moyen des travailleurs de l'usine était d'environ 1 300 yuans et qu'il devrait être augmenté. Les travailleurs demandent également que le président de leur syndicat soit remplacé, parce qu'il fait partie de la direction de l'entreprise.

« Les travailleurs à Foshan Honda Autoparts gagnaient un salaire d'environ 1 500 yuans avant la grève et nous ne recevons même pas cette somme », dit le travailleur. *« Si leur grève n'avait pas été victorieuse, les travailleurs d'ici ne seraient probablement pas aussi unis que nous le sommes maintenant. »*

Jeudi 10 juin

Les managers s'adressent à des centaines de travailleurs à l'aide d'un mégaphone, les exhortant à accepter une augmentation de leurs salaires mensuels de 100 yuans tandis que des dizaines de policiers surveillent le rassemblement sous tension.

Honda fait de la publicité à la télévision et utilise l'agence pour l'emploi pour recruter des travailleurs de remplacement. De jeunes hommes et femmes se présentant à l'entrée de l'usine à la recherche de travail ont déclaré qu'ils avaient entendu parler des possibilités d'emploi par le bouche à oreille ou avaient rencontré des responsables de l'usine qui draguaient dans le centre commercial voisin à la recherche de travailleurs.

Les travailleurs chantaient devant la barrière de l'aile droite de l'usine : *« Sommes-nous prêts à nous vendre pour 200 ? Pas question. 300 ? Non ! Et pour 400 ? Pas plus ... »* Une travailleuse de 32 ans du Hunan, a déclaré : *« Nous voulons le même niveau de salaire que les travailleurs de Honda à Nanhai. Pas un seul centime de moins. »*

La hausse combinée des salaires et avantages a été considérablement inférieure au quasi-doublement des seuls salaires que les grévistes avaient demandé. Mais l'amélioration de la rémunération – les salaires de 152 \$ par mois et un complément de 59 \$ par mois – a suffi à rendre le travail attractif pour les travailleurs de remplacement.

⁹ Honda Lock (Guangdong Guli) Co., Ltd. Située dans la ville-district de Xiaolan de la ville-préfecture de Zhongshan.

Vendredi 11 juin

La plupart des travailleurs, qui arrivent à l'usine ce matin avec l'intention de poursuivre la grève, sont choqués par l'approche « *c'est à prendre ou à laisser* » de la direction.

Un grand panneau à l'entrée de l'usine déclare que les jours où l'usine a été fermée en raison de la grève, de mercredi dernier à samedi, seront comptés comme des jours de travail rémunérés. La direction a également offert de doubler la paie pour les heures travaillées le dimanche, lundi et mardi, alors que l'usine essaie de rattraper les heures perdues.

Pendant ce temps, les annonces de recrutement d'Honda Lock étaient partout dans les rues de la ville de Xiaolan hier, et les travailleurs ont dit qu'ils avaient vu un grand panneau de recrutement, en face de l'usine, offrant des salaires mensuels jusqu'à 2 000 yuans.

« *Même des ouvriers de base avec 10 ans d'expérience qui se défoncent sur la chaîne ne gagnent pas ces 2 000 yuans* » déclare un travailleur de 33 ans originaire du Guizhou. « *S'ils pouvaient vraiment offrir 2 000 yuans, il n'y aurait eu aucune raison pour nous de se battre au départ* ».

Honda affirme que le conflit a été réglé, mais les travailleurs contredisent cette affirmation et la situation est encore plus confuse avec l'arrivée d'un congé de quatre jours en Chine. Au moins 500 travailleurs en colère sont sortis de l'usine et ont établi des piquets devant les portes, déclarant que l'offre de 100 yuans était « *une insulte* ».

Une foule chantante mais non-violente de travailleurs s'est rassemblée devant les portes de l'usine et a organisé une courte marche de protestation avant de se dissoudre dans un large groupe qui occupe une route à deux voies à l'extérieur de l'usine. Ils sont confrontés par des policiers vêtus de noir, équipés de casques, de masques et de boucliers anti-émeute.

Mais les travailleurs ne montrent aucun signes d'intimidation. La police se retire en milieu de matinée, laissant les travailleurs bloquer la route dans le petit parc industriel à côté d'un canal boueux bordé d'eucalyptus qui longe l'usine. Les travailleurs se dispersent environ une heure après le départ des policiers et restent en grève.

Seuls quelques 50 grévistes se montrent à l'extérieur de l'usine après le déjeuner du vendredi. La direction distribue un nouveau tract les invitant à reprendre le travail dans l'après-midi en disant que tout serait alors pardonné. Mais le tract ne contient pas de nouvelles propositions sur les salaires, et il n'y a aucun signe de retour à l'usine des grévistes.

Un travailleur dit que le conseil d'usine nouvellement élu ne participe à aucune négociation car il pourrait être dangereux pour l'ensemble des représentants de se rassembler en un même lieu avec la direction et les autorités. La production sur les deux autres sites, interrompue mercredi et jeudi en raison de la grève à Foshan Fengfu Autoparts, a repris le 11.

Samedi 12 juin

Le samedi matin, les dirigeants de l'usine ne parviennent à convaincre Environ 500 travailleurs en grève décident de rentrer dans l'usine pour discuter des revendications salariales. « *Si nous acceptons, ils vont tout simplement nous enfermer à l'intérieur* », déclare Sun Tinghu, l'un des centaines de travailleurs rassemblés devant Honda Lock. « *Les managers et les superviseurs ont fait repartir les machines dans les ateliers vides* », disent des travailleurs. « *Ces deux managers ont démarré les machines de leur propre chef, en faisant semblant que la production avait repris. C'est trop drôle* », a déclaré un travailleur du Guizhou.

L'après-midi, les travailleurs déclarent avoir reçu des appels téléphoniques de leurs contremaîtres vers 14 heures, disant que la direction leur payera une prime supplémentaire de 100 yuans par mois en leur demandant de retourner au travail. « *Nous continuons la grève* » déclare une travailleuse de 22 ans, originaire du Guangxi.

« *Pas question, nous ne rentrerons pas pour si peu. Nous avons des amis qui travaillent dans d'autres usines de la ville de Xiaolan. Dès que ces usines ont entendu parler de notre grève, leurs travailleurs ont immédiatement reçu une augmentation de salaire de 300 yuans.* »

Si tout paraît calme en apparence, dans les coulisses, les grévistes résistants parlent d'intimidation par des officiels, de surveillance des appels téléphoniques et des forums de discussions, tandis qu'est menée une campagne d'embauche de remplaçants.

La police file des journalistes en dehors de l'usine et filme les ouvriers quittant l'usine en fin de journée. Beaucoup semblent nerveux et ne veulent pas parler, regardant dans la direction de la police qui les suit à pied ou à moto.

Dimanche 13 juin

Les travailleurs qui poursuivent la grève ont organisé un petit rassemblement à l'extérieur de l'usine le dimanche matin, mais sont ensuite rentrés à la maison et n'ont fait aucun effort pour mettre en place des piquets devant l'usine alors que les activités normales reprenaient. « *Nous ne voulons pas être trop extrémistes ou bien le gouvernement local va nous mettre en prison* », a déclaré un des grévistes dans une interview à proximité d'un centre commercial.

La plupart des grévistes ont accepté une trêve temporaire avec la direction le lundi et sont retournés au travail. Mais plutôt que d'accepter ce qui était présenté le week-end comme une offre définitive de la part de la direction, soit une augmentation de 20 % du salaire de base et des avantages, les travailleurs ont dit qu'ils donnaient à l'entreprise jusqu'à vendredi pour faire une meilleure offre.

Ils restent en dehors de l'usine et refusent d'entrer. Une centaine environ reste à l'extérieur de l'usine, une heure avant la prise de service de l'équipe de jour à 8h du matin. D'autres, cédant à la pression incessante des dirigeants de l'usine, rentrent dans l'usine mais refusent de travailler. Beaucoup s'en vont par la suite après qu'il est devenu évident que la firme n'augmentera pas les salaires au-dessus des 100 yuans par mois.

Lundi 14 juin

Plus de 100 grévistes ont organisé un rassemblement devant l'usine le matin, en regardant en silence et d'un air découragé les travailleurs remplaçants et les ex-grévistes passer les portes de l'usine. Un directeur de l'usine, avec une voix de commissaire-priseur, a décompté les minutes jusqu'à ce que l'équipe du matin ait commencé et a exhorté les grévistes à retourner au travail, utilisant des arguments comme « *nous ne donnerons pas votre travail à de nouveaux travailleurs, si vous rentrez maintenant.* »

Certains salariés, qui sont retournés au travail après avoir été menacés de licenciement, organisent des débrayages, des ralentissements de production et même des sabotages. « *Pour autant que j'aie pu voir, pas plus de 100 travailleurs ont repris leur travail le lundi* », a déclaré une travailleuse, rappelant que les effectifs de l'usine sont de 1 400 répartis en trois équipes.

Les travailleurs qui ont repris le travail hier sont ceux qui gagnaient plus en raison de leur plus grande ancienneté, explique un gréviste.

Des douzaines de policiers, en uniforme et en civil, se sont déployés dans une rue devant la porte d'entrée de l'usine, avec environ 10 voitures de police stationnées aux deux extrémités de la rue pour bloquer la circulation.

Certains membres du conseil d'usine, choisis par les travailleurs pour les représenter lorsque la grève a débuté mercredi, ont dû se cacher, craignant des représailles, alors que d'autres sont retournés au travail pour continuer à chercher une meilleure offre.

Mardi 15 juin

La grève semble être terminée. Les travailleurs exigent maintenant un salaire de base de 1 350 yuans et non plus les 1 600 yuans qu'ils demandaient au départ. Le lendemain, l'usine est fermée pour la Fête des bateaux-dragons, un jour férié.

Jeudi 17 juin

Un autre fournisseur de Honda, Nihon Plast Co, fabricant japonais de pièces en plastique, à Zhongshan¹⁰, se met également en grève jeudi après-midi. Environ 240 soudeurs de Wuhan Auto Parts Alliance, à Wuhan capitale de la province du Hubei, débrayent vers 13h en exigeant une augmentation de leur salaire de base de 300 yuans par mois, une augmentation de la prime de logement de 300 à 500 yuans par mois, et une augmentation de la prime de nuit de 7 à 15 yuans par jour. Les travailleurs ont refusé de reprendre le travail tant que leurs revendications n'étaient pas satisfaites. L'usine, filiale à hauteur de 20,6 % de Honda Motor Co fournit des pièces pour l'automobile telles que des volants aux usines d'assemblage de véhicules de Honda et Nissan.

Chez Honda Lock, à Zhongshan, les négociations traînent et les travailleurs menacent de relancer la grève si la direction n'améliore pas son offre actuelle d'une augmentation de 20 % de la rémunération et des avantages.

Vendredi 18 juin

A Zhongshan, la direction de l'usine Honda Lock a proposé, tard dans la nuit, aux ouvriers une hausse de salaire de 200 yuans et 80 yuans en primes, après six heures de négociations. La direction avait précédemment offert une augmentation salariale de 100 yuans par mois et 100 yuans de prime, mais la plupart des ouvriers ont rejeté l'offre.

Samedi 19 juin

Les ouvriers de Honda Lock se présentent pour le travail du samedi, apparemment prêts à accepter un nouvel accord salarial. « *Nous sommes fatigués de toute cette tension* », dit une jeune femme qui était parmi les centaines de travailleurs se présentant pour travailler à l'usine. « *Nous voulons juste retourner travailler et voir ce qui se passe.* »

La production a repris vendredi soir tandis que les négociations continuaient, et le travail est retourné à la normale le samedi.

La grève chez Atsumitec

Lundi 12 juillet

Une grève a arrêté une autre usine fournisseuse de Honda Motor Co, Atsumitec Auto Parts dans la ville de Nanhai, le lundi après-midi, après que la direction a annoncé des changements dans l'organisation du travail qui réduiront les heures supplémentaires et augmenteront la charge de travail. L'usine fournit des leviers de changement de vitesse utilisés pour les boîtes automatiques dans les usines de montage Honda en Chine.

Les tentatives de pourparlers avec la direction ont échoué, déclenchant la grève juste avant 16h. Les grévistes exigent qu'Atsumitec augmente leurs salaires mensuels de 900 yuans à 1 540 yuans.

Huit ouvriers ont été choisis pour représenter les 205 travailleurs de l'usine aux négociations avec la direction. Parmi ceux qui participent à la grève se trouvent autant des travailleurs de base que des chefs de division.

Mardi 13 juillet

La société refuse de fournir le déjeuner aux ouvriers grévistes, ce qui énerve ces derniers.

Mercredi 14 juillet

La direction de l'usine menace de renvoyer 90 ouvriers s'ils ne retournent pas travailler. « *Nous nous sommes mis d'accord pour que, si la société met à la porte n'importe lequel d'entre nous, nous débrayions tous et quittions l'usine immédiatement. Nous rechercherons aussi des moyens légaux pour protéger nos droits.* »

¹⁰ Zhongshan est une ville-préfecture du Guangdong au sud de Foshan et au nord de Macao

Jeudi 15 juillet

Les premiers pourparlers entre les deux parties se sont tenus jeudi, mais n'ont pas abouti à un accord. Les ouvriers demandent notamment à la direction japonaise de faire des excuses aux ouvriers chinois pour sa conduite durant le conflit et à s'engager à ne licencier aucun salarié pendant les deux années suivantes.

Vendredi 16 juillet

Le vendredi matin, près de la moitié de l'effectif de 200 personnes tourne en rond sur le terrain de l'usine. Trois voitures de police sont garées à l'extérieur de l'usine contrôlant à distance les ouvriers, mais il n'y a pas de heurt.

Les négociations entre la direction et les 16 représentants des ouvriers grévistes commencent vers 14h, mais se terminent sans résultat 20 minutes plus tard. La direction publie un ensemble de résolutions vers 18h, mais les ouvriers disent que bien qu'elle ait consenti à augmenter les salaires des ouvriers, l'augmentation est loin de leurs revendications. La grève continue.

Mardi 20 juillet

Les grévistes affichent une déclaration signée par 150 des 200 ouvriers d'Atsumitec à 9h, exigeant que la direction renvoie certains membres de la direction et accepte une hausse de salaire de 500 yuans. Peu après, la direction publie à son tour une déclaration, proclamant qu'elle renverrait certains des grévistes.

« Les ouvriers grévistes ont été exaspérés quand l'usine a engagé presque 100 ouvriers de remplacement, samedi 17, pour reprendre la production », déclarent les représentants des travailleurs à l'agence Xinhua. Plus de 50 ouvriers grévistes sont retournés à leurs postes dans l'atelier lundi après-midi, mais ont refusé de travailler. Les grévistes restants ont été impliqués dans des sit-in dans l'atelier. Les grévistes ont aussi empêché de travailler ceux qui avaient été embauchés pour les remplacer.

Jeudi 22 juillet

La grève se termine au bout de dix jours avec, comme résultat, une augmentation de 45 % du salaire mensuel, celui-ci passant de 900 à 1 420 yuans.

Des grèves contagieuses

« Mes employés m'ont montré des reportages sur les grèves et m'ont dit, en plaisantant, mais à plusieurs reprises, qu'ils voulaient aussi des augmentations de salaires » a déclaré Angel Lee, un responsable des ventes à Shenzhen d'une entreprise basée à Hong Kong. « Cela ne peut être que du vent mais je m'inquiète que cela puisse se transformer, tôt ou tard, en une revendication réelle » Tang Jie, un responsable des ressources humaines de la même entreprise, a ajouté que la baby-sitter de ses enfants lui a demandé une augmentation.

Progressivement, les grèves commencées dans la région de la rivière des Perles se sont étendues à d'autres régions de Chine.

Ci-dessous, une liste incomplète de grèves et de leurs conclusions qui ont éclaté pendant le printemps et l'été 2010 en Chine.

Date de début	Ville	Entreprise	Pays d'origine	Production	Revendications	Grévistes	Date de fin	État (V = victoire, E = échec)
08/06/10	Chancheng	Foshan Fengfu Autoparts	JA	Echappements pour une des joint-ventures de Honda Motos	Contre heures supplémentaires Augmentations de Salaires	250/460		
16/06/10	Zhongshan	Nihon plast	JA	Direction pour	Salaires et	400/600		

Date de début	Ville	Entreprise	Pays d'origine	Production	Revendications	Grévistes	Date de fin	État (V = victoire, E = échec)
				Honda et Nissan	primes			
16/06/10	Wuhan	Auto Parts Alliance	CH	Carrosseries, et pièces pour Honda	Salaires et primes	250		
12/07/10	Foshan (district de Nanhai)	Atsumitec Auto Parts	JA/CH	Leviers de vitesse pour transmissions automatiques pour Honda	Salaires	205		
31/05/10	Pékin	?	SK/CH	Pièces pour Hyundai	Salaires	1000	02/06/10	V
15/06/10	Tianjin	Tianjin Star Light Rubber et Plastic	CH	Composants plastiques pour Toyota	Salaires	600/800		
17/06/10	Tianjin	Toyota Gosei Co	JA	Leviers, air-bags, instrumentation, pour Toyota	Salaires		19/06/10	V*
19/06/10	Guangzhou (District de Nansha)	Denso	JA/CH	Équipement d'injection pour Toyota et Honda	Salaires	300/1100	25/06/10	V**
	Suzhou	Suzhou NSG Électroniques	JA		Salaires Sécurité			
	Suzhou	Suzhou EUP Electrical			Salaires Retraites			
11/06/10	Shanghai	Chimei Innolux		Afficheurs LCD	Ajustement du travail		11/06/10	E
24/06/10	Chongqing	Carlsberg	DA	Brasserie	Salaires	500		
09/06/10	Shanghai	TPO Displays	TW	Ecrans LCD pour téléphones mobiles et équipements GPS à bord	Sureffectifs	600/2000	11/06/10	E
03/06/10	Xi'an	Brother Sewing Machine	JA	Machines à coudre	Salaires	900	10/06/10	E
06/06/10	Shenzhen	Meilu électronique	TW	Composants téléphones mobiles	Heures supplémentaires Salaires	1000/7000	07/06/10	V*
30/06/10	Tianjin	Mitsumi Electric Co. Ltd	JA	Composants électroniques et pièces d'ordinateurs	Salaires Santé	500/3300	03/07/10	V
23/06/10	Guangzhou	NHK-UNI Printemps	JA/TW	Ressorts de suspension et amortisseurs pour Honda, Nissan et Toyota			25/06/10	
08/06/10	Shanghai	KOK International	TW					*
30/05/10	Shanghai	Sharp Corp.	JA	Electroménager			30/05/10	

Date de début	Ville	Entreprise	Pays d'origine	Production	Revendications	Grévistes	Date de fin	État (V = victoire, E = échec)
	Shenyang	KFC	US	Restauration rapide	Salaires	2000		V
		Pingmian Textile Group	CH	Textile	Salaires		+ 2 semaines	V
23/06/10	Zhongshan	Ingersoll Rand	US	Equipements à air conditionné	Salaires		26/06/10	

*Affrontements avec la police encerclant l'usine

** Représentant du PC impliqué dans les négociations

Foxconn

Pendant la grève chez Honda, il y a eu l'affaire Foxconn. Au total, 13 ouvriers se sont suicidés et 10 sont morts à l'établissement de Longhua, dans le sud de la Chine, en 2010. C'est probablement la plus grande usine du monde, avec entre 300 000 et 450 000 ouvriers employés à Shenzhen. Foxconn, qui fabrique des gadgets électroniques comme les iPhones et les consoles PlayStation est le plus gros employeur de Chine, avec un total de 800 000 salariés, et le premier exportateur du pays depuis 2003. Les ateliers sont modernes, propres et bien éclairés, les lieux de détente sont de « première catégorie », expliquait Gou, le PDG, en montrant fièrement à des journalistes la piscine olympique de l'usine.

Cependant, c'est la nature répétitive, pénible du travail à la chaîne qui fragilise les ouvriers déjà épuisés par les heures supplémentaires répétées et le travail de nuit. Les salariés ont été obligés de signer un engagement à ne pas se suicider (retiré après) et des filets de sécurité ont été mis en place sous les fenêtres des dortoirs pour les empêcher de sauter par dans le vide.

L'entreprise rapporte annuellement à la ville plus de 10 milliards de yuans en taxes. Les ouvriers fraîchement embauchés à l'usine Foxconn gagnaient juste un peu plus que salaire mensuel minimum de la province, 900 yuans, hors heures supplémentaires et primes, selon la direction.

Foxconn, a mis à plat la grille des salaires de son usine la plus importante d'une façon qui pourrait bouleverser la structure des coûts de l'ensemble de la production électronique. Le salaire de base des travailleurs de Shenzhen a été doublé par une série d'augmentations, la dernière et la plus importante en octobre, portant le salaire minimum mensuel à 2 000 yuans. Tout en augmentant les salaires dans son usine de Shenzhen, Foxconn est en train de transférer le gros de sa production à l'intérieur dans ses nouvelles usines modernisées du Henan, du Sichuan etc., où les niveaux de salaire sont nettement plus bas. La direction de l'usine de Shenzhen veut réduire les effectifs à environ 100 000, pour la plupart des cadres, des techniciens et les services de R & D. Le doublement du salaire moyen s'explique donc en partie par l'élévation de la qualification moyenne des salariés.

« Une augmentation de salaires donnera tout d'abord à nos ouvriers plus de loisirs » a déclaré Arthur Huang, un porte-parole de Foxconn, soulignant que les ouvriers auraient besoin de faire moins d'heures supplémentaires. « Ensuite, une telle augmentation attirera plus d'ouvriers qualifiés » Avec la deuxième augmentation le salaire de base des ouvriers de chaîne à Shenzhen atteindra un niveau qu'ils n'auraient pu atteindre qu'en travaillant douze heures, six jours par semaine.

Foxconn a annoncé qu'une période d'essai de trois mois sera mise en place pour empêcher les ouvriers de quitter leur emploi. Combinée avec l'augmentation des salaires, cela

signifie la transformation de Foxconn d'un employeur mettant la pression sur les ouvriers et n'en attendant aucune loyauté en une entreprise beaucoup plus attractive pour les ouvriers. Mais il y a peu de preuve que le style de gestion militaire du personnel de Foxconn s'est adouci. « *Nous travaillons maintenant environ 10 heures par jour, un peu moins qu'avant mais la pression pour travailler aussi vite que possible est toujours la même* » a déclaré un ouvrier de chaîne travaillant depuis deux ans chez Foxconn. Pour résoudre le « *problème existentiel* » de ses ouvriers, Foxconn a annoncé, le 25 juin, qu'il allait sous-traiter la gestion de ses 153 immeubles-dortoirs qui abritent la moitié de ses employés à Shenzhen, à deux entreprises de gestion immobilière.

L'abandon de son système de gestion de la vie de ses ouvriers – il y a cinq ans, Foxconn avait ouvert un énorme campus à Shenzhen avec des résidences à plusieurs étages, des restaurants, des banques et des centres de loisirs – correspond à un virage stratégique.

Foxconn se prépare également à déplacer une partie de sa production de Shenzhen vers le Centre et le Nord de la Chine, pour travailler avec des usines éloignées de sa plateforme habituelle (une décision qui a reçu l'aval d'Apple, le plus gros client de Foxconn).

La plupart des ouvriers interviewés ont déclaré qu'ils seraient heureux de se délocaliser, particulièrement si cela signifiait travailler plus près de chez eux. « *Je suis du Zhejiang* », a expliqué Zhang, un diplômé universitaire de 25 ans, « *il n'y a rien pour moi dans le Sichuan, je préfère rentrer à la maison et obtenir un emploi. L'économie dans le Zhejiang n'est pas trop mal ces jours-ci.* »

Un cadre qui a travaillé depuis 10 ans chez Foxconn explique : « *Pour la plupart des jeunes sur la chaîne, pour les ouvriers ici, vivre dans une grande ville comme Shenzhen n'a que peu d'importance parce qu'ils ne peuvent pas gagner assez pour profiter de ce que la ville peut offrir. La vie ici pour eux n'a que peu de différences avec la vie à l'intérieur du pays.* »

De nombreux ouvriers qualifiés, par contre, ont choisi de rester à Shenzhen, et cherchent des opportunités dans les entreprises électroniques concurrentes comme Huawei, située exactement de l'autre côté de la route en face de Foxconn.

« *Beaucoup de mes collègues sont déjà partis chez Huawei* », dit Zhang. « *La paie et les conditions sont les mêmes. Il y a toujours de la pression pour faire son boulot en temps et en heure, peut-être même plus, mais si vous voulez gagner de l'argent et y arriver, alors Shenzhen, est toujours le meilleur site.* »

Subir ou rendre les coups ?

« *Pourquoi les ouvriers de ces deux usines ont-ils réagi de manière si différente à ce qui est essentiellement le même problème ?* » se demande Crothall du *China Labour Bulletin*. « *Les jeunes ouvriers migrants chez Honda et chez Foxconn ont fait face aux mêmes problèmes – être sous-payés avec des conditions de travail déplorables et bloqués dans des boulots sans avenir* » a déclaré un ouvrier de 19 ans de l'usine Honda. « *Mais je n'ai jamais imaginé résoudre mes problèmes de façon aussi stupide [par le suicide]. Ça ne vaut pas le coup que des ouvriers sacrifient ainsi leurs vies pour des augmentations de salaires.* »

« *Contrairement à Foxconn, ni nos chefs d'ateliers ni les cadres japonais ne nous ont insultés* » expliquait un ouvrier de la fonderie de chez Honda. « *On ne se faisait critiquer qu'en cas de fautes graves. J'ai entendu dire que les ouvriers chez Foxconn ne sont pas autorisés à parler en travaillant et peuvent être mis à l'amende en cas d'erreurs. Ça ne pourrait pas nous arriver parce que chez Honda, il n'y a pas un tel système de sanctions.* »

« *Nous étions tous des bons élèves dans nos écoles techniques parce que les professeurs ne recommandent aux grandes entreprises comme Honda ou Foxconn que les meilleurs élèves* » continue ce fondeur. « *Mais chez Honda, nous bénéficions de plus de liberté que les ouvriers chez Foxconn.* »

Une des différences les plus évidentes est la taille respective des deux usines. L'usine Honda à Foshan n'a qu'à peine 2 000 ouvriers, tandis que de 300 000 à 450 000 travaillent chez Foxconn à Shenzhen. Evidemment, c'est plus facile d'organiser quelques milliers d'ouvriers que quelques centaines de milliers. En fait, la plupart des grèves a touché des usines de moins de 3 000 ouvriers.

Mais ce n'est pas juste la taille de l'usine de Foxconn à Shenzhen qui freine la lutte collective des ouvriers pour leurs revendications. Foxconn décourage activement les relations sociales entre ses ouvriers et fait tout pour s'assurer qu'ils se concentrent sur le travail et seulement sur le travail tout au long de leur journée de 12 heures. La seule personne avec laquelle ils sont autorisés à parler à l'usine, c'est leur chef, et cette conversation est toujours à sens unique. De plus, la direction encourage maintenant les ouvriers à s'espionner les uns les autres et à faire des rapports sur toute personne qui aurait des comportements « *suspects* » ou bien des tendances suicidaires. « *Les entreprises taiwanaises comme Foxconn ont toujours en place leur gestion semi-militaire, apprise du Japon des années 1950 et 1960* » rapporte un analyste.

Chez Honda, par contre, l'ambiance est plus fraternelle. Beaucoup de salariés ont été recrutés dans la même école, ils vivent loin de l'usine et ont le temps de se reposer et de socialiser après le travail.

Grâce à une prime de logement de 300 yuans accordée par Honda, les jeunes ouvriers peuvent quitter les immeubles-dortoirs de l'entreprise où de quatre à six jeunes se partagent 10 m² remplis de lits pliants où ils s'effondrent après leur travail. Cela permet de tisser des liens forts entre ouvriers qui se connaissent et les a aidés à s'organiser pour la grève.

Par exemple, un ouvrier de la fonderie et deux autres ouvriers de 21 ans partagent un appartement de 100 m² avec trois chambres au septième étage d'un vieil immeuble sans ascenseur dans la cité de Songgang. Leur appartement n'est qu'à 50 mètres de l'immeuble-dortoir Honda pour les ouvriers – un vieil hôtel bâti au début des années 1980 - et ils peuvent prendre un bus navette pour l'usine Honda située dans une zone industrielle à 20 kilomètres de là, économisant ainsi sur les coûts de transport.

C'est quelque chose d'être un ouvrier chinois

Les conséquences de la crise

En 1981, les ouvriers en CDI dans les entreprises d'État représentaient 42 % de l'ensemble de la force de travail et produisaient 75 % de la production industrielle. Leur statut était supposé représenter la supériorité du système socialiste : État providence de la naissance à la mort, emploi garanti, loyer subventionné, système de santé tout au long de la vie, retraite, salaire supérieur à la moyenne. Le déclin rapide de leur position dans l'économie réorganisée est illustré par le problème récurrent du non-paiement des salaires, la stagnation des rémunérations, et des pics de chômage coïncidant avec des périodes de croissance soutenue. Les salariés chinois se sont serrés la ceinture en 2008, au moment où le premier choc de la crise financière mondiale a forcé de nombreuses usines à fermer – obligeant des dizaines de millions de travailleurs migrants à retourner chez eux – et conduisant de nombreux autres à accepter des réductions de salaire.

Mais le plan de relance colossal mis en place par l'État a donné un second souffle à l'économie. Les investissements massifs dans les villes de second et de troisième rang ont permis aux migrants de trouver un emploi plus près de leur ville d'origine ce qui a tari le flux de capital variable à destination des usines des provinces côtières orientées vers l'export. Les multinationales ainsi que les usines chinoises produisant pour l'export ont réagi en déplaçant leur production dans les régions intérieures, où les salaires sont plus faibles ou en recrutant

des étudiants ou des migrants dans des régions éloignées par l'intermédiaire des écoles ou grâce à des agences d'État.

Les salaires

La croissance du salaire a été forte en Chine ces dernières décennies. L'*Economist Intelligence Unit* (filiale du journal anglais *The Economist*) estime que le coût du travail horaire (incluant salaire et couverture sociale) était de 1,93 \$ en 2009 contre 77 cents en 2003 et 35 cents en 1995. Cai Fang, un fonctionnaire de l'Académie chinoise des sciences sociales, disait en juin que les salaires pour les travailleurs migrants avaient augmenté de 19 % en 2008 et de 16 % en 2009. Entre 2001, date à laquelle la Chine a rejoint l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et 2008, les données les plus récentes montrent que les salaires moyens du secteur manufacturier ont augmenté de 148 % pour atteindre plus de 24 000 yuans par an. Cependant, pendant la même période, les chiffres disponibles du CEIC montrent que les exportations ont augmenté de 436 %.

Autrement dit, la part des salaires dans le secteur manufacturier a baissé, passant de 3,65 % de la valeur des exportations en 1990 à 1,4 % en 2000, pour tomber à 0,81 % en 2008. Les entreprises étrangères payaient traditionnellement mieux leurs salariés que les entreprises d'État. Mais les restructurations et les investissements opérés dans les entreprises d'État (ainsi que l'élimination des entreprises les moins performantes) font que les conditions de travail dans ces dernières sont montées au niveau des autres. Afin d'attirer le plus possible de migrants les entreprises de Canton ont augmenté leur salaire minimum de base à 1 100 yuans alors que ceux de Shenzhen sont habituellement légèrement plus élevés.

Croissance par rapport à l'année précédente	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Salaire industriel moyen	12 %	13 %	14 %	13 %	13 %	15 %	16 %	16 %	12 %
Productivité du travail	12 %	10 %	15 %	10 %	8 %	9 %	10 %	10 %	7 %
Coût du travail unitaire	3 %	4 %	0	2 %	3 %	4 %	5 %	5 %	4 %

Source : CEIC UBS estimations

De nombreuses villes ont augmenté leurs salaires minimum poussées par la vague de grèves du sud de la Chine : Shenzhen 1100 yuans, Pékin 960 yuans, Changsha 850 yuans et Xi'an 760 yuans. Dans le mois qui a suivi les grèves, treize provinces et régions ont annoncé une augmentation des minima salariaux, en commençant par Jiangsu en février qui a relevé le salaire minimum de 13 %. Cela n'était pas arrivé depuis deux ans, voire plus comme dans les provinces de l'Anhui, du Henan et du Guizhou dont les minima n'avaient pas bougé depuis octobre 2007.

Si des augmentations de 20 % peuvent sembler conséquentes, il ne faut pas oublier le gel des salaires, y compris à Shenzhen, en 2009. A Shenzhen, par exemple, l'augmentation des salaires entre 2004 et 2008 a été de 13 % par an en moyenne. Sur l'année 2010, le taux moyen d'augmentation en Chine sera sans doute de 15 % si on se fie aux statistiques de l'État peu réputées pour leur exactitude.

Le salaire de base, qui ne représente que la moitié du salaire total connaîtra une hausse de 30 % ; la hausse du coût du travail ne devrait donc pas dépasser 15-20 %. Des augmentations de salaire à deux chiffres ne sont pas si rares – les salaires du secteur manufacturier ont augmenté de 14.5 % par an entre 2004 et 2008 et de 13 % pendant les cinq années précédentes. Mais le PIB a connu une croissance annuelle moyenne de 16 % entre 2004 et 2008 et de 12 % pendant les cinq années qui ont précédé. Le ministre du Travail a affirmé qu'il attendait un doublement des revenus du travail dans les cinq prochaines années, ce qui impliquerait un taux d'augmentation de 15 % par an.

	Augmentation moyenne 2000-2004	Augmentation moyenne 2004-2009
Salaire minimum Shenzhen	2,5 %	10 %
Salaire moyen Shenzhen	8,5 %	8,5 %
Salaire moyen d'un migrant	7,5 %	12,5 %

Source : CEIC UBS estimations

	Augmentation moyenne 2000-2004	Augmentation moyenne 2004-2009
Salaire industriel moyen	12,5 %	14,5 %
Salaire moyen Entreprises d'État	15 %	16,5 %
PIB normalisé	12,5 %	15,5 %

Source : estimations CEIC UBS

Tan Zhiqing et Xiao Lang, les leaders licenciés de la grève chez Honda à Nanhai, ont expliqué que l'apprentissage est un moyen de payer les travailleurs en-dessous du salaire minimum. Dans certains cas, les stagiaires qui représentent, à l'usine de boîte de vitesses Honda, 30 % de la force de travail, sont payés 20 % de moins que le salaire minimum garanti par la ville de Foshan qui s'élève à 920 yuans par mois. Le système des stages a été mis en place pour satisfaire la demande croissante en personnel qualifié.

Les écoles sont financées par les régions qui les utilisent comme argument pour attirer des grosses entreprises étrangères. Dans certains cas, les écoles sont subventionnées par les multinationales étrangères qui fournissent les équipements les plus coûteux, des supports de cours et parfois même des enseignants pour s'assurer que les diplômés acquièrent les connaissances qui leur permettent d'occuper les différents postes dans l'usine. Les écoles s'intègrent ainsi dans le système productif de l'entreprise comme programme d'apprentissage. Certains étudiants passent leur dernière année comme travailleurs à temps plein, mais ne sont payés que comme stagiaires.

Les grandes migrations internes en Chine

Les émigrés venant des campagnes sont la principale réserve de main d'œuvre pour les industries exportatrices et le BTP en Chine. Du 1,3 milliard d'habitants, moins de la moitié, migrants inclus, vit dans les villes. Selon les sources, les migrants sont entre 100 et 200 millions, mais devraient approcher les 250 millions en 2025.

Les conditions de vie et de travail des migrants sont plus mauvaises que celles du prolétariat urbain. Leurs salaires sont plus bas et souvent pas payés régulièrement ou complètement. Malgré cela, les flux arrivant dans les villes ne se tarissent pas parce que pour beaucoup de jeunes c'est toujours le seul moyen d'obtenir l'indépendance financière. Cependant, nombreux sont ceux qui ne coupent pas les liens avec leur village et qui y retournent régulièrement.

Les mouvements de population à travers la Chine ne sont pas libres mais réglementés par le système dit du *hukou* (certificat de résidence). C'est le principal outil de contrôle et de régulation des migrations internes de la société chinoise, et ses racines sont à chercher dans la Chine Impériale. Le système régit l'attachement de tout individu à son lieu de naissance. Ce système est très proche du *propiska* de l'ex-Union soviétique ou des laissez-passer en vigueur en Afrique du Sud sous le régime d'apartheid. Lorsque quelqu'un désire changer de lieu de

résidence, il doit en faire la demande auprès des autorités. Tout migrant a le devoir de s'enregistrer auprès de la police pour un séjour supérieur à trois jours dans une localité. Pour des déplacements supérieurs à un mois, une autorisation temporaire doit être délivrée par les autorités.

Depuis 1995, le système a été légèrement allégé et les travailleurs originaires de la campagne peuvent acheter des permis de résidence temporaire dans les villes. Après 2008, de nombreuses villes ont mis en place un règlement qui permet à quiconque venant de la campagne et qui devient propriétaire d'un logement en ville d'obtenir un *hukou* urbain. Ce droit, concédé par l'État et directement monnayable, est devenu une source de profit pour les autorités locales impliquées dans ce commerce. C'est donc de manière hypocrite que cette politique publique orientée vers l'« *égalité des droits civiques* » et vers la « *liberté des migrations internes* » a été fortement soutenue par les sociétés immobilières.

Cependant, de nombreux migrants dans les villes ne sont pas encore inscrits officiellement. Ces illégaux peuvent tomber sous le coup d'amendes, de gardes à vue, de renvoi vers leur lieu d'origine, voire de peines de prison. De nombreuses villes, dont Pékin, n'appliquent plus ces mesures répressives de manière aussi stricte. Mais ce n'est qu'un assouplissement et non la fin du système féodal du *hukou*.

Dans la dernière décennie, la prise en charge de ce système est passée des mains du pouvoir central à celles des autorités locales. Avec ce système, il est toujours possible pour l'État de traiter les migrants venant des campagnes comme des habitants de seconde zone, jouissant de conditions matérielles plus précaires. En général, seules les personnes ayant un *hukou* urbain peuvent bénéficier des aides de l'État pour le logement, la santé, le travail, et l'éducation.¹¹

Le système du *hukou* a rendu disponible un flux continu de main d'œuvre bon marché et sous contrôle, largement exclue de tous les avantages sociaux dont jouissent les résidents des villes et assure la présence d'une classe ouvrière aisément exploitable et flexible, qui peut être rapidement mise au chômage lorsque l'économie se contracte. Lors de la crise économique de 2008-2009, 27 millions de travailleurs migrants ont non seulement perdu leur travail mais ont dû retourner dans leurs villages pour vivre sur leur lopin de terre familial.

La réforme du *hukou* après 2005 a aboli la dualité rural-urbain du *hukou* pour en faire un permis de résidence temporaire ou permanent. Mais en fait, pour de nombreux habitants des campagnes, cela a contribué à empirer leur situation. L'élimination du *hukou* agricole a signifié, pour de nombreux villageois proches des grandes villes, la perte de leur droit de cultiver la terre. Les terrains ont été ensuite vendus assurant aux dirigeants locaux et aux investisseurs de confortables profits. La conséquence pratique de cette réforme a été la prolétarianisation croissante des paysans qui sont allés grossir les rangs des personnes affublées des « *trois ni* » : ni terre, ni travail, ni aide de l'État. Selon les estimations, les ex-paysans touchés par les « *trois ni* » ont été jusqu'à 40 millions avant la fin de 2005. De nombreux paysans ont tenté de résister à ce processus et cela a été le moteur de nombreuses luttes dans les campagnes ces trois dernières années.

L'exploitation des travailleurs migrants a servi de base à l'accumulation première du capital chinois. Cependant, la nouvelle génération de jeunes travailleurs migrants ne veut déjà plus vivre comme ses parents. Ils savent communiquer par l'ordinateur, ils ont suivi une meilleure scolarité, connaissent des langues étrangères et ne veulent pas passer le reste de leur vie entre les murs de leur entreprise ou dans ses dortoirs.

¹¹ Quelques grandes agglomérations ont essayé d'aller plus loin dans l'assouplissement du système *hukou*. Par exemple, Chongking ville-province de l'ouest de la Chine (33 millions d'habitants), a décidé de faire de ses 10 millions d'occupants venus de la campagne des citoyens à part entière avant 2030. La condition majeure étant d'avoir travaillé dans la ville plus de cinq ans consécutivement et d'y payer certaines taxes.

Pénurie de main d'œuvre ?

Qu'un pays de plus de 1,3 milliard d'habitants manque de main d'œuvre, peut sembler paradoxal, cependant cette tendance est apparue lorsque les effets du vieillissement de la population et de la politique de l'enfant unique ont commencé à faire leur effet. Lors des dix dernières années, la tranche de population des 20-39 ans, dans laquelle l'industrie manufacturière puise quasiment exclusivement sa force de travail a baissé de 22 %, selon Merrill Lynch

La reprise dans les autres continents de la demande en produits chinois a mis à jour le problème croissant du manque d'ouvriers migrants dans les usines de la côte. Même si le chômage reste toujours un problème dans les campagnes, le nombre de travailleurs, entre 15 et 30 ans, prêt à travailler dans les villes de la côte est insuffisant. Le manque de main d'œuvre, dans la province du Guangdong seule, était estimé à 900 000 travailleurs, au début de l'année 2010, par les autorités de la province. L'autre cause de la pénurie est le plan de développement des infrastructures mis en place par le gouvernement pour les régions intérieures. Ceci permet aux travailleurs de rester à l'intérieur du pays, sur des chantiers souvent à proximité des villages, tout en ayant des revenus relativement élevés grâce à un coût de la vie plus bas et de frais de transport moins importants. Ces pénuries sont apparues dès 2004, même si elles ont disparu fin 2008 début 2009, suite au ralentissement de l'économie mondiale, Pour y faire face, les provinces ont été obligées d'augmenter sensiblement le salaire minimum.

Des hausses de salaires qui pourraient favoriser un nouveau stade de développement de l'économie chinoise

La contraction récente du marché de l'emploi a surtout été liée à des fluctuations cycliques. Le besoin en main d'œuvre s'est effondré après la crise financière, surtout dans la région d'exportation du delta de la Rivière des Perles, mais a rebondi depuis. Début 2009, les travailleurs migrants étaient encouragés à retourner travailler dans leurs provinces d'origine. Le gouvernement a investi massivement à l'intérieur du pays et lancé des programmes de formation pour favoriser l'emploi des travailleurs migrants près de chez eux.

Ces initiatives ont visiblement atteint leur but –l'étude annuelle de l'État de cette année parmi la population des travailleurs migrants montre que la part de la force de travail qui désire retourner sur la côte a baissé de 6 % par rapport à la l'année précédente.

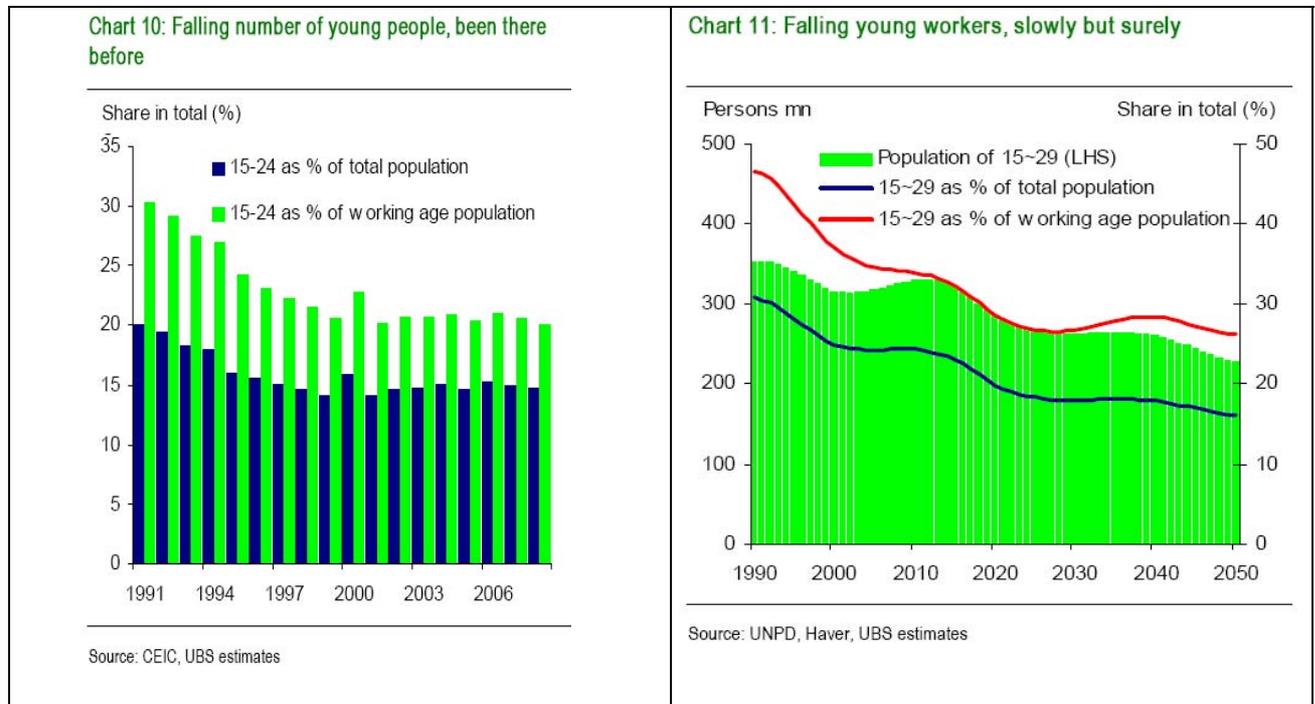
En même temps, une restauration brutale des carnets de commandes, y compris pour l'export, a conduit à une forte hausse des besoins en main d'œuvre, en particulier dans le Guangdong. Dès le début de l'année 2010, l'écart entre les augmentations de salaire voulues par les salariés (14 %) et celle prévues par les employeurs (9 %) était patent, mais les autorités locales ont tardé à ajuster les salaires minimum et certaines entreprises ont également été lentes à réagir au brusque changement de l'offre et de la demande provoqué par le cycle économique dans le marché de l'emploi.

A court terme, si les augmentations de salaire sont autour de 15-20 % sur la fiche de paie, cela donnera au total des augmentations de salaires réels supérieurs à l'augmentation de la productivité. Pour les secteurs qui ne contrôlent pas le niveau de leurs prix de vente, en particulier les industries exportatrices, l'impact de la dernière vague de hausse de salaire contribuera plus à l'écrasement de leurs marges de profit qu'à alimenter l'inflation.

Les entreprises devront s'adapter. Les gains opérés lors des douze derniers mois risquent d'être rapidement évaporés. Cependant Edward Yen et Arthur Hsieh, deux analystes de la banque UBS, estiment que cette vague de hausses de salaire va déboucher sur la baisse du turn-over et l'augmentation de la productivité qui permettront de compenser partiellement les baisses de profits. L'économie dans son ensemble peut tirer profit de ces augmentations de salaires. Elles vont permettre d'accroître le revenu des foyers et ainsi de développer la

consommation des ménages, ce qui est tout à fait conforme à la volonté du gouvernement d'équilibrer l'économie par le développement du marché intérieur. Mais actuellement le déséquilibre du marché de l'emploi, surtout pour les emplois les plus mal payé, est favorable à la tranche la plus pauvre de la classe ouvrière qui voit sa situation s'améliorer.

La démographie au travail, l'armée de réserve se réduit



Un rapport publié, le 26 juin 2010, par la commission chinoise en charge de la population, estimait le nombre de travailleurs migrants à 211 millions en 2009, et prévoyait que ce nombre pourrait atteindre 350 millions d'ici à 2050. De nombreuses études montrent que le nombre de jeunes travailleurs va continuer de baisser dans les années à venir tant de manière absolue qu'en proportion de la population totale. Cependant, la Chine a déjà connu une telle baisse dans les années 1990, sans que cela se traduise par une pénurie de main d'œuvre ni de tendance inflationniste. A cette époque, le véritable défi auquel le gouvernement chinois devait faire face a été de créer suffisamment d'emplois pour occuper une main d'œuvre de plus en plus nombreuse, tout en gérant le sous-emploi et les victimes de la fermeture des entreprises d'État.

La population en âge de travailler va connaître un pic, entre 2010 et 2020, et la tranche d'âge 15-34 ans va connaître son maximum plus tôt puis décroître très rapidement. Alors que l'économie va poursuivre sa croissance, le surplus de main d'œuvre va décliner, malgré l'entrée sur le marché du travail de nombreux paysans. Inévitablement, ce changement structurel dans la démographie va pousser les salaires vers le haut ce qui à son tour va provoquer, sur le moyen terme, inflation et appréciation de la monnaie. Ce processus s'accompagnera alors d'une baisse de compétitivité des entreprises à faible valeur ajoutée qui seront délocalisées vers les zones à salaires plus bas. La Chine devra alors former sa classe ouvrière afin de pouvoir investir dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Le prix élevé de l'immobilier dans les grandes villes de l'Est de la Chine n'incite pas les migrants potentiels à quitter leur région sans être sûrs d'avoir un bon revenu. Les pénuries de main d'œuvre seraient plus facilement évitées si la Chine libéralisait sa politique de contrôle des flux migratoires internes. Le système du *hukou* en vigueur actuellement est un

frein pour ceux qui veulent quitter la campagne pour les grandes agglomérations (même si cela l'est moins aujourd'hui que dans les années 1990). Rendre le logement plus abordable serait aussi un moyen d'attirer plus de travailleurs dans les agglomérations. D'où la politique actuelle promulguée par les autorités de construction massive d'habitations à loyers modérés à la périphérie des grandes villes.

Les différences de développement et de salaire sont énormes entre régions. Cela conduit à créer un marché du travail segmenté et, au final, avec une mobilité imparfaite. La réduction de l'armée de réserve a déjà commencé dans les régions côtières où le secteur industriel moderne est le plus développé. Cette tendance pourrait rapidement se généraliser.

La deuxième génération

Tan Zhiqing, un travailleur de 24 ans originaire de la province du Hunan et l'un des meneurs de la grève, expliquait que les travailleurs ont pris l'initiative parce que le salaire de base chez Honda ne leur permettait pas de vivre. « *Nous avons besoin de payer le loyer, de manger et devons faire attention aux autres dépenses.* » Le 22 mai, Tan a été licencié avec un autre meneur de la grève, pour avoir enfreint le règlement intérieur de l'usine.

« *Je suis maintenant à Canton. Je ne veux plus travailler dans une usine. J'ai l'intention de rentrer à la maison. J'espère que le gouvernement et les entreprises seront plus attentifs aux travailleurs de base.* »

Derrière la grève, on trouve l'irritation grandissante des travailleurs envers les syndicats soutenus par l'État, alors que les changements démographiques pourraient finalement leur donner plus de puissance que leurs parents n'en ont jamais eu. Des débrayages semblables dans les provinces du Yunnan, du Henan, du Gansu, du Shandong et du Jiangsu, les semaines suivantes, semblent confirmer que les travailleurs, en particulier la nouvelle génération de travailleurs migrants, deviennent plus confiants dans leur pouvoir de négociation.

Il n'existe pas de données fiables sur le nombre annuel de débrayages par les travailleurs chinois ; de nombreux conflits, très courts, ne sont pas signalés. Cependant, des rapports épisodiques suggèrent que le conflit chez Honda reflète une tendance plus large, qui pourrait bien faire basculer le rapport de forces en faveur des travailleurs.

Au cours des vingt dernières années, le nombre de Chinois âgés de 15 à 24 ans est lentement passé de 200 à 225 millions. Ce nombre va probablement chuter d'un tiers durant les douze prochaines années, donnant plus de pouvoir de négociation aux jeunes entrant sur le marché du travail.

Les pénuries de travailleurs permettront aux travailleurs migrants d'être désormais plus exigeants sur les salaires, les avantages, le statut social et les conditions de travail.

Alors qu'au Japon et aux États-Unis, les travailleurs de l'automobile n'ont souvent reçu au mieux qu'un enseignement secondaire, les travailleurs de Honda sont plutôt instruits et ont suivi jusqu'à deux années d'enseignement technique supérieur après le lycée.

Environ 600 des 1 900 travailleurs de l'usine de Foshan étaient des étudiants en stage d'entreprise à plein temps, pour une période comprise entre 6 et 18 mois. Alors que les travailleurs fixes s'étaient mis en grève, il a été demandé aux stagiaires de signer un engagement « *de ne mener, organiser ou participer à* » aucune grève. Bien qu'ils n'aient pas été impliqués dans la grève, ces travailleurs ont été favorables à l'action de leurs collègues plus âgés et ont refusé de signer cet « *engagement écrit.* »

Alors que la première génération de travailleurs migrants était composée de paysans peu instruits et habitués à la vie éreintante de la ferme, la nouvelle génération de migrants n'a souvent aucune expérience de la terre leur permettant de retourner à la ferme. La génération de leurs parents ne connaissait rien des usines mais c'est différent pour eux. Certains sont nés

en ville, bien qu'ils soient enregistrés comme ruraux. D'autres s'évertuent à obtenir le statut de citoyen urbain.

Les étudiants diplômés de l'université attendent plus, eux-aussi. En juin, une enquête, menée par Mycos Corporation¹², auprès de 220 000 étudiants en dernière année a montré que même ceux qui sortent des établissements les plus ordinaires attendent des salaires mensuels proches de 2 000 yuans, soit 40 % de plus que ce qu'attendait la promotion précédente.

À l'usine Honda Lock à Xiaolan, la plupart des travailleurs sont retournés à leur poste de travail. Wei n'était pas de ceux-là. « *Après avoir travaillé trois ans, je n'ai pu épargner que quelques milliers de yuans. Pourquoi ces efforts ? Nous n'avons ni avenir, ni plan, ni réponse.* »

La Chine, la plus grande usine et le plus grand marché de l'automobile dans le monde

La grève a été un gros choc particulièrement pour Honda, qui avait annoncé, quelques jours avant le débrayage, que la production serait augmentée en Chine afin de répondre à une demande en plein essor. Le président de Honda, Takanobu Ito, annonçait une expansion majeure en Chine à travers deux joint-ventures, Guangqi Honda et Dongfeng Honda, augmentant de 30 % leurs capacités de production, pour atteindre les 830 000 voitures et mini vans en 2012. Honda, qui a commencé à fabriquer des motos avec des partenaires chinois en 1982, a maintenant quinze joint-ventures et filiales en Chine, employant en tout 24 000 travailleurs. Pour Honda, la promesse d'avoir accès à l'immense marché chinois était une motivation tout aussi importante que produire avec une main d'œuvre moins chère.

L'importante taxe de 25 % sur les voitures étrangères est une autre incitation pour attirer les constructeurs en Chine. Plus vite que les autres grands constructeurs japonais, Honda a commencé à exporter des voitures fabriquées en Chine vers des pays tiers, avec une petite usine dans le Guangdong produisant le modèle Jazz. Rien qu'en avril, Honda avait produit 58 814 voitures en Chine, soit une augmentation de 28,7 % par rapport au même mois de l'année précédente, et un record mensuel.

La flambée a également été constatée chez les autres fabricants : cinq des six constructeurs ayant des usines en Chine ont établi des records de production en avril. Avant d'être doublé par la Chine en 2009, le Japon était le plus grand producteur de voitures au monde. Pour l'année fiscale 2009, qui s'arrête au 31 mars 2010, les ventes de Toyota en Chine ont augmenté de 34,6 % par rapport à l'année précédente, passant à 759 000 véhicules.

« *La vague de motorisation en Chine ne va pas mollir pour ce qu'on peut prédire du futur* », dit M. Ito, le directeur exécutif de Honda. Malgré les conséquences sur les coûts de production, une hausse des salaires et des standards de vie en Chine est une bonne nouvelle pour beaucoup d'exportateurs japonais, c'est à dire des entreprises japonaises qui produisent en Chine pour exporter ailleurs, : les mêmes compagnies qui produisent en Chine se sont bousculées pour vendre leurs marchandises là-bas, déplaçant leurs usines en Chine pour tirer les coûts encore plus bas et répondre aux besoins des consommateurs locaux. Élément central du modèle fordiste, autant que l'est une productivité élevée, un revenu élevé augmente les possibilités pour les travailleurs de l'automobile d'acheter une partie des voitures qu'ils produisent.

« *En fin de compte, quand les ouvriers pourront acheter les voitures qu'ils produisent, nous aurons atteint un modèle de développement durable en Chine, où exportations et consommation intérieure contribueront à la croissance* », conclue Lee Chang-hee de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

¹² Institut chinois d'études sur les qualifications.

« *Les constructeurs japonais ont besoin d'améliorer le moral en s'assurant que le personnel local peut progresser dans la compagnie* », explique Tatsuo Matsumoto, chercheur et spécialiste de l'Asie au Centre japonais de Finance Internationale. Guangqi Honda va introduire une voiture compacte conçue spécialement pour le marché chinois produite dès 2011.

En Chine, les constructeurs automobiles comme Honda ont plus de flexibilité pour organiser la production, spécialement en regard des États-Unis, car les délimitations des postes sont moins marquées. D'après un responsable de Honda, de telles conditions ont permis à Honda d'accroître l'efficacité de sorte que les voitures produites en Chine sont de qualité comparable, voire supérieure, aux mêmes voitures produites au Japon. La qualité de la Honda Jazz, une voiture du segment B (super mini) produite à Canton pour l'exportation en Europe, précise-t-il, est à la hauteur du même modèle fabriquée au Japon, si ce n'est meilleure dans certains cas.

La grève a toutefois révélé une vulnérabilité insoupçonnée de la chaîne d'approvisionnement de Honda en Chine. En raison de l'absence relative d'agitation ouvrière en Chine, Honda n'utilise qu'un seul fournisseur de transmissions, l'usine de Foshan, qui couvre à peu près 80 % de la demande, le reste étant importé du Japon, contrairement à ses habitudes où Honda insiste pour disposer d'au moins deux fournisseurs pour se protéger des risques de grèves ou d'autres incidents.

« *En général, les conditions de travail dans les usines d'assemblage de voitures sont bien meilleures que dans les autres industries, que nous parlions de salaires ou de conditions générales.* », affirme Wen Xiaoyi, chercheur à l'institut chinois des relations industrielles, à Pékin. « *Mais les conditions chez les équipementiers tendent à être pires. La raison est que les usines d'assemblage requièrent surtout des travailleurs qualifiés avec une formation spécialisée, tandis que la fabrication de pièces est moins sophistiquée, avec des travailleurs moins qualifiés, dont la paie est inférieure.* »

Pour recruter des travailleurs qualifiés et motivés, les constructeurs paient plus que la moyenne des entreprises industrielles. L'IHS Global Insight¹³ estime que le coût des travailleurs de l'automobile en Chine est de 4,02 dollars par heure, soit environ 60 % de plus que pour la moyenne des travailleurs de l'industrie en Chine.

Lutte des classes en Chine

Des grèves partout

Si la police n'a pas ouvertement réprimé les grévistes de Honda, cela ne signifie pas pour autant qu'une nouvelle ère s'ouvre pour tous les travailleurs se battant pour leur salaire et leurs conditions de travail.

Les statistiques sont difficiles à obtenir mais les avocats des travailleurs et les rapports des tribunaux indiquent que le nombre de conflits du travail s'est accru avec une augmentation du nombre de travailleurs licenciés réclamant le paiement d'heures supplémentaires.

À Pingdingshan, dans le Henan, plus de 20 travailleuses ont été arrêtées suite à une tentative par la police de briser une grève de deux semaines dans une ancienne filature de coton détenue par l'État. Les travailleuses ont été accusées de « *perturber la production* » selon des rapports circulant sur l'Internet chinois. Le 1er juin, 3 000 policiers ont dégagé les portes de l'usine qui était bloquée par les grévistes depuis le 14 mai.

Les grévistes avaient quatre revendications de base : que les salariés reçoivent une juste part de l'opération de restructuration de l'entreprise et de la vente des actifs, que les congés payés et les primes soient conformes au code du travail, que les salaires (en particulier

¹³ L'IHS Global Insight est la filiale de prévision et d'analyse économique de l'entreprise américaine IHS.

pour les travailleurs de base) soient augmentés et que les travailleurs aient des congés payés, et que les travailleurs âgés et infirmes puissent prendre leur retraite plus tôt avec une allocation de subsistance de base.

Entreprises et gouvernement, même s'ils sont beaucoup plus prudents dans la façon dont ils gèrent les grévistes (ou des travailleurs combatifs en général), restent intraitables avec les meneurs afin de briser tout mouvement vers une activité autonome des travailleurs. Dans de nombreux cas, si les travailleurs combattent des conditions frôlant l'esclavage ou bien des compagnies étrangères, ils bénéficient d'une certaine sympathie de la part des médias, voire des autorités locales, du moins au démarrage du conflit.

Tentative d'organisation

Dans la décennie post-Tian'anmen, plusieurs syndicats clandestins ont fait surface, construits notamment sur la stratégie de maintenir des connections et une communication internationales : les Syndicats Libres de Chine, la Ligue pour la Protection des Droits des Travailleurs, la Fédération des Travailleurs Salariés, entre autres.

Bien que les noyaux actifs de ces groupes comprennent aussi des travailleurs, la majorité des organisateurs est composée d'intellectuels dissidents, surtout des universitaires et des étudiants. Nombreux sont ceux qui avaient participé au mouvement du Mur de la démocratie en 1979 puis au mouvement de 1989, et partageaient l'objectif d'inclure un mouvement syndical indépendant à une plus large opposition politique au régime du PCC en termes de préoccupations relatives aux droits de l'homme.

Il y a aussi des rapports sur l'existence de réseaux clandestins de militants, qui servent de « *consultants* » aux travailleurs protestataires, réussissant parfois à retarder des fermetures d'usine imposées par des gouvernements locaux. Au moment des protestations à Liaoyang et de Daqing (toutes deux en 2002), les travailleurs ont temporairement formé leur propre syndicat pour représenter leurs intérêts. Mais à ce jour, tous ces efforts se sont révélés éphémères.

N'oubliez pas Tian'anmen

Les travailleurs chinois n'ont pas toujours été des sujets dociles du pouvoir d'État. Ainsi, après 1949, ils organisaient la vague de grèves de 1956-57, les luttes de factions et des manifestations durant la Révolution culturelle en 1966-67, et participaient au Mouvement du 5 avril 1976.

Saisissant l'occasion de la campagne des Cent Fleurs lancée à l'hiver 1956, quand Mao a encouragé la dissidence par le bas pour prévenir des révoltes de plus grande envergure (semblables à celle de la Hongrie), les travailleurs déplacés par la socialisation des industries ont déclenché plus de 1 300 grèves à Shanghai rien que pour les mois de mars et juin 1957.

Avec la participation la plus fervente des apprentis et des travailleurs temporaires et ceux des entreprises semi-privées, les grévistes exigèrent de meilleurs salaires, une meilleure protection sociale, le statut de travailleur permanent et la promotion garantie.

La Révolution culturelle, une décennie plus tard, offrit une autre opportunité politique pour les luttes ouvrières. Mais les conflits du travail durant cette période ont également été structurés par de profonds griefs provoqués par les inégalités, notamment pour les apprentis, les travailleurs non qualifiés, les travailleurs en situation irrégulière et les jeunes travailleurs qui figuraient en bonne place dans la mise en avant de revendications économiques et rejoignaient les factions rebelles à travers le pays.

Puis, au printemps de 1976, des manifestations de masse et des émeutes avec une forte participation ouvrière ont éclaté dans plus de 40 villes à travers le pays. L'épine dorsale de ce soulèvement était composée de jeunes ouvriers, qui avaient été la base de la mobilisation pendant la Révolution culturelle, mais avaient été stigmatisés pour leurs penchants bourgeois.

Ils ont utilisé l'occasion de la commémoration de la mort de l'ancien Premier ministre Zhou Enlai pour exprimer leur mécontentement face à la Révolution culturelle dans les usines, ainsi que les persécutions politiques et les injustices qu'ils avaient subies.

Bien que des occasions se soient présentées de transformer les griefs économiques en une critique politique de la légitimité du régime, les revendications des travailleurs sont principalement restées matérielles. Une caractéristique durable des manifestations a été leur localisme. Sous le régime de Deng Xiaoping, la première vague de grèves a émergé à l'automne de 1980. L'essor du mouvement polonais Solidarité a enhardi les ouvriers chinois, mécontents depuis des années de la stagnation des salaires et du manque de logements, à se mettre en action.

Quelque 20 à 30 grèves ont éclaté lors du dernier trimestre de 1980 dans les villes industrielles du centre de la Chine, Wuhan et Taiyuan. D'autres grèves ont été signalées en 1980-81 à Shanghai, Tianjin, Kunming, en Mandchourie, et dans des villes du Hubei et du Shanxi, impliquant des mineurs de charbon, des sidérurgistes, des outilleurs et des travailleurs dans les usines de machines et d'électronique.

Un incident notable dans l'aciérie de Taiyuan, en décembre 1980, a été déclenché par la revendication de meilleurs logements, le droit au regroupement familial pour les travailleurs vivants éloignés de leurs épouses et l'élection de représentants des travailleurs pour siéger aux comités de gestion. Ces exigences ont pris une tournure plus politique au fur et à mesure que de plus en plus de travailleurs des aciéries y participaient. La presse locale a rapporté que, *« une minorité de travailleurs » se nommant eux-mêmes « les travailleurs les plus pauvres du monde », a appelé à « briser la porte rouillée du socialisme », ont réclamé le droit de décider de leur propre vie, la fin de la dictature, et le renversement du système de bureaucratie politique. »*

Le syndicat Solidarité semble avoir eu le plus d'impact sur Shanghai, où l'appel à la création de syndicats indépendants a été un thème récurrent dans un certain nombre de coulages de la production et de grèves en 1981. Lorsque de telles revendications se sont multipliées à travers le pays, se répandant jusqu'au Xinjiang, le gouvernement chinois a réagi par la suppression de la *« liberté de faire grève »* lors de la révision constitutionnelle de 1982.

La fin des années 1980 a été une nouvelle période d'agitation sur les lieux de travail, avec l'intensification du mécontentement des travailleurs de l'État en raison de l'augmentation du chômage, des écarts croissants de revenus entre les directeurs et les travailleurs et de la corruption résultant de mesures de réforme visant à accroître la productivité et la compétitivité des entreprises d'État. Entre 1986 et 1988, la réforme du contrat de travail, la loi sur les faillites et le règlement sur *« l'optimisation »* (entendez l'assouplissement des règles de licenciement et la souplesse dans l'ajustement de la force de travail et les impératifs de production) du travail ont été promulgués l'un après l'autre, menaçant la sécurité d'emploi des travailleurs et leurs moyens de subsistance, alors que les taux d'inflation s'envolaient.

L'ACFTU (*All China Federation of Trade Unions* – le syndicat d'État) a répertorié 97 grèves en 1987, et plus de 100 en 1988. La plus importante a mis en action 1 500 travailleurs dans une filature de coton dans la province du Zhejiang. La plus longue, dans l'usine d'Instruments Médicaux du Nord-Ouest à Xi'an, a duré plus de trois mois. Au premier trimestre de 1989, rien qu'à Shanghai, le syndicat officiel a traité 15 grèves. Des milliers de soldats ont été envoyés occuper les champs pétrolifères de Daqing pour réprimer un arrêt de travail exigeant des salaires plus élevés et de meilleures conditions.

Puis, en mai et juin 1989, les travailleurs de Pékin, Shanghai et d'autres villes ont quitté l'ombre des usines et leur action collective a éclaté au grand jour avec des manifestations publiques, des luttes pour un syndicalisme indépendant et des mobilisations politiques. Alors que la littérature de 1989 a mis l'accent sur le mouvement étudiant centré sur la place

Tian'anmen, un moment extraordinaire de mobilisation interclassiste a entraîné (même si elles ont finalement échoué) de larges revendications économiques et politiques contre le gouvernement central.

La mobilisation des travailleurs dans des manifestations de rue, dont beaucoup avec le soutien et l'approbation des unités de travail et du syndicat officiel, a soulevé la possibilité d'une mobilisation générale contre l'État. À la mi-mai 1989, les travailleurs manifestant à Pékin brandissaient des banderoles portant le nom de leurs entreprises y compris celles de entreprises d'État les plus importantes, comme la Capital Steel Corporation, la principale usine de Beijing Internal Combustion Engines, Beijing Lifting Machinery Factory, etc. Juste avant la déclaration de la loi martiale, l'ACFTU a également participé à la manifestation avec son propre drapeau et faisant même un don de 100 000 yuans aux étudiants grévistes de la faim.

Profitant de l'agitation des étudiants et des citoyens et d'un climat de rébellion sociale, plusieurs douzaines de jeunes travailleurs qui s'étaient réunis pour parler de politique sur la place Tian'anmen ont donné naissance à la Fédération autonome des travailleurs de Beijing (BAAF) ou Gongzilian. Revendiquant un nombre de membres inscrits de 20 000 travailleurs avant la répression, la BAAF a servi de modèle pour quinze autres syndicats indépendants mis en place dans d'autres grandes villes.

La conscience politique des dirigeants de cette organisation et la tradition des mouvements démocratiques dont ils tiraient leur origine et sur laquelle ils s'appuyaient aura peut être un héritage durable. Le WAF de Pékin intégrait une forte tendance au « *populisme de classe* » dans son discours et dans sa mentalité collective, irrespectueux de l'autorité intellectuelle, obstinément indépendant, mais ouvert à tous les citoyens, capable de lier l'idée de la lutte des classes avec le langage de l'opposition démocratique à l'oligarchie politique.

Non seulement ce mouvement syndicat indépendant revendiquait la stabilisation des prix, le droit de changer d'emploi, la fin des discriminations contre les travailleuses, des enquêtes sur les revenus et les privilèges des dirigeants, mais il s'était aussi consciemment engagé dans une « *lutte pour la démocratie* », une lutte pour le droit de « *contrôler le Parti communiste* », et celui de surveiller les dirigeants dans les entreprises publiques et collectives.

Après le mouvement de Tian'anmen, même si les travailleurs ont reçu les peines de prison les plus lourdes, les grèves sont devenues une méthode de plus en plus habituelle de résistance des travailleurs. Par exemple, les rapports internes compilés par le ministère de la Sécurité publique ont enregistré un total national de 480 grèves en 1992, 1 870 en 1995, et 1 740 pour les neuf premiers mois de 1996. Depuis 1995, face aux fermetures d'usines, aux licenciements de masse et aux retards dans le paiement des retraites, les grèves ont fait place à des manifestations publiques car les chômeurs et les retraités ne pouvaient plus agir dans les usines.

Incidents de masse

Les conflits du travail sont à la hausse, particulièrement entre les travailleurs migrants et leurs employeurs, notamment en ce qui concerne les mesures de protection sociale comme les pensions qui demeurent en tête de liste des griefs, selon une enquête réalisée en décembre 2009.

Selon cette enquête, les tribunaux du travail ont traité près de 170 000 conflits durant la première moitié de 2009, avec une augmentation de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente, sans pour autant mettre en lumière la part des conflits traités pour les litiges opposant les travailleurs migrants et leurs employeurs.

En 2007, la Chine comptait plus de 80 000 « *incidents de masse* » (le terme officiel pour toute protestation collective ou pour des troubles), soit une hausse de plus de 60 000 par rapport à 2006, selon l'Académie chinoise des sciences sociales, bien que la plupart de ces

incidents n'ait impliqué que quelques dizaines de participants protestant contre les responsables locaux à propos de la corruption, de l'abus de pouvoir, de la pollution ou des faibles salaires.

Il y a quelques années plusieurs manifestations se déroulant en province ont fait boule de neige et se sont transformées en affrontements violents impliquant des milliers de résidents, nombreux ont été mis au courant des agitations au moyen de SMS via l'Internet. Les grèves et les manifestations dans les usines sont devenues plus fréquentes. *Outlook Weekly*, un magazine officiel, a rapporté en décembre que les conflits liés au travail dans le Guangdong, au premier trimestre de 2009, ont augmenté de près de 42 % par rapport à la même période en 2008. Dans le Zhejiang, une province plus au nord, l'augmentation annuelle a été de près de 160 %.

Mais les grèves économiques - par opposition à des protestations contre les violations du droit du travail - sont restées rares. Le *China Labour Bulletin* qui œuvre pour le respect des droits des travailleurs, a publié une étude au sujet de cent cas de grèves, entre 2007 et 2008, qu'il a examinés, l'an dernier. Seulement 47 cas ont été assimilés à une grève, et parmi eux, 23 cas ont été caractérisés par des formes d'action de protestation, comme le blocage d'une route ou d'une ligne de chemin de fer. La plupart de ces actions concernait des arriérés de salaires et des heures supplémentaires non rémunérées voir le non-paiement de l'indemnité prévue en cas de fermeture d'usines et de faillites. Mais comme la grève chez Honda le démontre, cette dynamique semble se transformer. La plupart des grèves en Chine étaient provoquées par le non-respect de la loi. Cette fois-ci, aucune loi n'a été enfreinte; les travailleurs se sont simplement battus pour obtenir de meilleurs salaires et une meilleure échelle salariale.

Modification des lois

La canalisation des conflits du travail à travers le système judiciaire fait partie de la stratégie du gouvernement chinois pour réguler la société. Les nouvelles lois du travail, adoptées en 2008, étaient destinées à canaliser les frustrations des travailleurs grâce à un système d'arbitrage et de tribunaux de façon à ce que des mouvements de protestation plus larges ne puissent menacer la stabilité politique. Mais ce système ne peut fonctionner que si les lois se voient appliquées. La loi sur les contrats de travail, adoptée en janvier 2008, tente de garantir des contrats pour tous les employés à temps plein, mais laisse beaucoup de détails vagues. Une autre loi adoptée en mai 2008 a permis de rationaliser le système d'arbitrage et les procès, mais les tribunaux civils et les commissions d'arbitrage, qui sont constitués d'employés du gouvernement, ont été submergés par un flot d'affaires. Pendant ce temps, en raison de l'application laxiste [de ces lois], les entreprises ont esquivé d'autres lois du travail en fraudant à propos des exigences sur le salaire minimum et la rémunération des heures supplémentaires.

A cause de tous ces manquements, les travailleurs chinois lésés sont invités à utiliser les tribunaux pour diverses raisons. Premièrement, même si les tribunaux décentralisés ne rendent justice que dans une minorité de cas, comme dans beaucoup d'autres pays, les citoyens sont incités à engager des poursuites à défaut d'alternative. Deuxièmement, la croissance rapide des professions juridiques au cours des trente dernières années et l'intérêt financier [pour la profession] d'avocats ont encouragé les citoyens à utiliser des recours juridiques en matière de conflits de travail. Dénoncé comme tenant d'une politique de droite durant l'ère Mao, et comptant seulement environ 3 000 membres au début de la période de réforme, le barreau chinois s'est éloigné de l'État et le nombre d'avocat a grandi à pas de géant au cours des deux dernières décennies. Maintenant, la profession d'avocat est un métier presque entièrement privé qui en compte 150 000, avec en plus 100 000 « *avocats aux pieds nus* » au service des personnes économiquement défavorisées sans certification officielle.

Enfin, le secteur restreint mais croissant des ONG du travail contribue également à la promotion du travail et autres droits. À la fin de 2008, des représentants de la province du Guangdong, où les conflits de travail sont fréquents, ont publié un rapport disant que quelques 500 avocats ou juristes non officiels qui représentaient les travailleurs, constituaient de plus en plus une source de problèmes.

La prise de conscience des travailleurs à propos de la loi se reflète le mieux à travers le nombre croissant de conflits du travail qui se sont retrouvés aux prud'hommes ou devant les tribunaux. En 2008, lorsque les fermetures d'usine se sont multipliées, près de 700 000 conflits du travail ont été aux prud'hommes, soit presque le double du nombre de 2007, selon le ministère des Ressources humaines et de la sécurité sociale. Si les décisions des prud'hommes se révèlent insatisfaisantes, les travailleurs chinois ou les employeurs peuvent faire appel aux tribunaux civils. Les chiffres de l'année passée sont approximativement identiques à ceux de 2008. En 2008, le nombre de conflits liés au travail devant les tribunaux était de 280 000, une augmentation de 94 % par rapport à l'année précédente, selon la Cour populaire suprême. Dans la première moitié de 2009, il y avait 170 000 affaires.

Dans de nombreuses régions de Chine, il y a maintenant un retard accumulé de conflits en attente de résolution. Certains travailleurs ont dû attendre jusqu'à un an pour que les comités d'arbitrage répondent à leurs plaintes. En outre, des représentants du gouvernement, peut-être pour protéger les employeurs locaux, ont fait pression afin que les différends soient résolus via une médiation plutôt que devoir en arriver aux commissions d'arbitrage ou aux tribunaux, sans appliquer strictement la législation du travail, en particulier à la suite de la fermeture en masse d'usines. L'objectif principal de la législation sur le contrat de travail a été de s'assurer que les employés à temps plein dans tous les secteurs travaillent en vertu d'un contrat. Il tente également de mandater une indemnité de départ pour les employés sous contrat.

Quelle grève a eu lieu ?

Organisation de la grève

Denso

Zhang Liwen a découvert qu'elle était sur le point de se mettre en grève pendant le petit déjeuner dans son dortoir d'usine. Quinze minutes plus tard, elle prenait part à une action revendicative pour la première fois dans sa vie. « *J'étais inquiète, mais tout le monde était excité et déterminé* », se souvient la travailleuse migrante de 21 ans à l'usine de pièces automobiles Denso, dans la province méridionale du Guangdong, où la grève a duré du 19 au 25 juin. « *Notre équipe a pris son service à l'heure normale, mais au lieu de travailler nous avons tourné en rond dans l'atelier durant huit heures. Les cadres nous ont demandé de retourner à notre travail, mais personne ne l'a fait.* »

Le lendemain, 1 000 travailleurs ont répété la manifestation à l'usine japonaise, qui fabrique des pièces pour Toyota et Honda. Cette fois, le syndicat d'entreprise les pria de retourner au travail. Encore une fois ils ont refusé. Il n'y avait pas de chant, pas de discours, pas de violence. Lorsque les travailleurs se sont fatigués, ils se sont assis et ont bavardé pendant quelques minutes. Puis ils se sont levés et ont continué à marcher jusqu'à la fin du service, pointant leur carte pour rentrer chez eux.

Le jour de la grève, les organisateurs ont été si prudents pour ne pas se faire repérer que la direction frustrée a encouragé le syndicat officiel à organiser un vote pour désigner des représentants afin d'avoir un interlocuteur avec qui négocier.

Honda

Les travailleurs de Honda à Foshan ont dit qu'ils avaient organisé la grève de façon indépendante. La lutte a été coordonnée par le biais de forums de discussion en ligne, de services de messagerie instantanée, de téléphones mobiles et par le bouche-à-oreille.

« Nous faisons cela nous-mêmes. Le syndicat [officiel] ne nous représente pas et ne s'est jamais montré [aux négociations]. Nous ne savons même pas qui est le président du syndicat. Nous voulons élire notre propre président, mais la demande a été rejetée. » a expliqué un gréviste. Au cours d'un affrontement aux piquets de grève, les travailleurs d'Honda ont insisté pour obtenir des salaires plus élevés pendant que des hommes portant des casquettes jaunes du syndicat soutenu par le gouvernement tentaient de mettre fin à la grève.

La grève à l'usine Honda de Foshan, où l'on fabrique des composants, est le dernier exemple de l'assurance grandissante des travailleurs en Chine. Les grèves ne sont pas rares dans l'atelier, mais celle-ci a vu des affrontements entre les travailleurs et le personnel du syndicat d'État. C'était inhabituel jusqu'à présent.

Les syndicats relèvent de la Fédération nationale des syndicats de Chine, qui est dirigée par le Parti communiste. Les syndicats indépendants sont interdits. Les syndicats ACFTU sont ouvertement du côté de la direction lors des conflits. *« Le syndicat ne nous représente pas »*, a déclaré une jeune femme travaillant à l'usine Honda. *« Ils ont demandé à l'entreprise de négocier avec nous, mais ils ne nous ont pas aidés. Ils ont juste rejeté nos revendications. »*

Les forums de discussions ont été fermés, mais il y était affirmé clairement *« le syndicat est inutile, faisons les choses par nous-mêmes. »* Le gouvernement local s'est impliqué et a essayé d'influer sur les négociations, mais les travailleurs ont refusé de participer, préférant tout simplement faire connaître leurs revendications et attendre la réponse du directeur de l'usine. Chez Honda Foshan, l'équipe de négociation formée à la hâte - seize représentants choisis parmi les 1 800 salariés le 1^{er} juin pour remplacer leur syndicat et former une équipe de négociation - a travaillé de manière efficace.

Après six heures de négociations, un accord a été conclu qui a entraîné des hausses de salaire de 500 yuans en moyenne ; ce n'est pas une petite victoire pour les travailleurs dont le salaire mensuel moyen était de 1 500 yuans. *« Les travailleurs de Honda ont été non seulement courageux mais aussi intelligents parce qu'ils ont su comment utiliser le pouvoir des médias et d'autres forces extérieures pour appuyer leur mouvement de grève »*, a déclaré un militant des droits du travail, Liu Kaiming, du *Shenzhen Institute for Contemporary Observation*. Le plan décidé par les travailleurs qui avaient prévu de quitter le travail, le 17 mai, incluait deux règles strictes : *« Endommager les machines ou des installations de Honda et se battre avec des personnes ayant des opinions différentes, y compris notre direction, sont strictement interdits. »* Un des jeunes organisateurs de 21 ans a dit : *« Nous avons expliqué que nous devrions respecter les deux règles, pour montrer au public que nous sommes tous des gens bien élevés et que notre lutte est rationnelle et raisonnable. »*

Honda Lock

Les travailleurs de Honda Lock ont révélé que les salariés, dans chaque département de l'usine, ont tenu une réunion, discutant pour savoir qui serait leur meilleur représentant et l'ont nommé pour les représenter au conseil d'usine comprenant environ 20 travailleurs pour négocier avec la direction. Mais chez Honda Lock, en dépit de son rôle de premier plan, Liu Shengqia a nié être un leader de la grève : *« Je ne suis pas un représentant des travailleurs »*, a-t-il dit. *« Nous n'avons pas de représentants. »* L'absence d'une structure claire de direction parmi les ouvriers, qui se sont finalement dispersés, a constitué une frustration pour les dirigeants de Honda.

La révolution : l'autonomie ouvrière plus Internet

Les 1 700 travailleurs qui sont partis en grève à l'usine Honda Lock sont pour la plupart des migrants pauvres juste sortis du collège. Mais ils connaissent étonnamment bien les nouvelles techniques de communication modernes.

En grève depuis quelques heures, ils ont commencé à publier des comptes-rendus détaillés de la grève sur la toile, diffusant les nouvelles non seulement entre eux mais aussi pour les travailleurs rebelles, en grève ailleurs en Chine. Ils envoyaient des textos encourageant les collègues à résister aux pressions des patrons. Ils se sont connectés à un site Web contrôlé par l'État, worker.cn, qui est en train de devenir un centre numérique du mouvement ouvrier chinois. Et armés d'ordinateurs de bureau, ils ont transmis des vidéos des gardes de sécurité de Honda Lock malmenant les salariés.

« Nous avons filmé la grève avec nos téléphones mobiles et décidé de publier en ligne pour que d'autres personnes prennent connaissance de la façon injuste dont nous avons été traités », a déclaré un salarié d'Honda. Les ouvriers mécontents ont pris exemple sur de précédents groupes de grévistes d'autres usines Honda connaissant le Web, qui, à mi-mai, avaient organisé des forums sur Internet et mis en ligne un bulletin pour faire connaître leur combat pour les salaires et les conditions de travail.

Mais ils se sont également appuyés sur un réseau d'informations plus large permettant à la classe ouvrière dans toute la Chine de partager revendications et stratégies. Certains dirigeants de la grève disent qu'ils passent maintenant beaucoup de leur temps sur le Web à la recherche de documents sur les lois du travail en Chine

Jusqu'à présent, les membres du mouvement ouvrier émergent en Chine semblent être plus malins que les censeurs officiels en arrivant à obtenir un large soutien pour ce qu'ils appellent une guerre contre les grandes entreprises cupides et leurs alliés des autorités locales.

Tout cela a été favorisé par les gros efforts du gouvernement pour réduire les coûts du téléphone mobile et d'Internet, dans la dernière décennie, – une campagne de modernisation qui a donné à la Chine la plus grande population mondiale Internet (400 millions) et a permis, même aux plus pauvres, de se connecter sur l'Internet et d'exprimer leurs revendications sur leur travail. Cette technologie avait déjà été utilisée massivement durant les émeutes contre la police dans les grandes villes. Le Web et les appareils numériques sont devenus des instruments de changement social de la même façon que la machine à écrire et le photocopie étaient les supports privilégiés pendant les manifestations pro-démocratie à Pékin en 1989.

Mais le gouvernement a commencé à frapper les sites informant sur les grèves et a supprimé de nombreux articles des blogs sur ce sujet. Le service de messagerie instantanée QQ, accessible via le téléphone mobile ou sur le Web – et peut-être le réseau préféré des meneurs de la grève en raison de sa popularité parmi les jeunes – a été rapidement infiltré par des cadres de Honda Lock et des agents de sécurité du gouvernement, obligeant les grévistes à utiliser des sites alternatifs. Mais les militants disent contourner certaines de ces restrictions en se déplaçant sur différentes plates-formes (y compris un réseau type Skype que l'on appelle YY Voice) et en utilisant des mots codés pour discuter l'organisation des manifestations.

Pendant des années, des militants syndicaux ont exposé les dures conditions de travail dans les usines chinoises via des images clandestines prises à l'aide de téléphone mobile et des vidéos d'usines de la côte est, en postant des documents montrant les transgressions du droit du travail sur le Web. Ce qui est nouveau est que ces activités autrefois secrètes sont devenues visibles et omniprésentes. Les leaders de la grève à Foshan l'ont organisée en communiquant avec plus de 600 travailleurs via, entre autres, le forum de discussion QQ.

Les revendications des grévistes

Le salaire de base mensuel pour les salariés de l'usine Honda de Foshan était avant la grève de 1 049 yuans ou de 1 544 yuans, allocations comprises. Les travailleurs ont réclamé une augmentation salariale moyenne de 800 yuans pour atteindre 2 300 yuans par mois. Ils ont également appelé à des élections démocratiques pour les représentants de la section locale l'ACFTU. En plus des bas salaires, les travailleurs se plaignent de l'embauche trop matinale et des conditions de travail, comme la température trop élevée dans l'usine.

Les grévistes ont également exprimé leur frustration quant à l'écart salarial entre les travailleurs détachés par Honda du Japon, payés environ cinquante fois plus que les travailleurs chinois locaux. Les stagiaires cherchaient à obtenir parmi d'autres exigences, 800 yuans (117 \$) d'augmentation salariale mensuelle (contre moins de 500 yuans qui leur sont versés), une augmentation annuelle d'au moins 15 %, des primes de fin d'année pas inférieures à celles de l'année précédente, pas de retenue de salaires pour la période de grève, et un nouveau président pour diriger un syndicat restructuré.

« *Nos revendications sont très simples* », a déclaré Liu Shengqi, qui semblait légèrement plus âgé que les autres travailleurs de Honda Lock et portait une alliance. « *Beaucoup d'entre nous sont mariés avec enfants et nous avons besoin de prendre soin de nos familles.*¹⁴ »

La majorité des salariés d'Honda Lock sont des femmes seules d'une vingtaine d'années. Beaucoup se plaignent d'un salaire de base insuffisant de 930 yuans par mois, fixé juste au-dessus du salaire minimum de Zhongshan. La plupart vivent dans des logements privés, dont les loyers sont de 200-300 yuans par mois.

	Progression annuelle moyenne 2000-2007
Profits industriels	27,5%
Revenus du gouvernement	20,5%
Salaires dans l'industrie	13,5%

Source CEIC UBS estimates

« *Les plaintes les plus fréquentes des travailleurs concernent les bas salaires et les longues heures de travail. C'est ce qu'ils expliquent depuis longtemps* » a développé Wei Wei, fondateur d'une permanence téléphonique pour travailleurs migrants « *Little Bird* » basée à Pékin. À Suzhou NSG Electronics, les travailleurs insistent en disant que leur conflit n'a rien à voir avec Honda: « *Cette grève portait sur les salaires, la nôtre est sur les conditions de sécurité* », déclare Zhang Yalin, un porte-parole des travailleurs. Ils craignent que les produits chimiques utilisés pour étirer le verre affectent leur santé à long terme. Ils se plaignent d'avoir la gorge sèche, de douleurs aux jambes et de problèmes oculaires.¹⁵

La grève a été « *une explosion après une longue période de rancune accumulée* », a dit un autre gréviste à Denso. « *Nous nous en sortons ici, mais nous pensons que notre salaire devrait être lié aux résultats de l'entreprise* », explique un travailleur de Denso. « *Cette entreprise fait beaucoup d'argent et devrait partager ses bénéfices.* »

« *Je ne me sens pas respecté par le service des ressources humaines. Ils disent souvent lorsque nous demandons quelque chose : Vous pouvez partir si vous pensez que d'autres usines sont mieux. Nous n'avons pas de sentiment d'appartenance* », a raconté une travailleuse de Denso à l'agence Xinhua.

¹⁴ *Financial Times*, 13 June 2010.

¹⁵ *Ibid.*

Un millier de travailleurs et d'ouvriers de la ligne de production de Meilu Electronics se sont mis en grève et ont déferlé dans les rues, les bloquant et brandissant des pancartes en carton où l'on pouvait lire « *augmentation de salaires, réduction du temps de travail* », et demandant à la direction d'adopter le plan d'augmentation de salaire de Foxconn.

Les travailleurs ont l'habitude de se mettre en grève avant les jours fériés tels que le Nouvel An chinois et la fête des bateaux dragons dit un industriel de Suzhou. « *Ils savent que les entreprises s'efforcent de sortir les produits avant les vacances* », ce qui leur donne plus de pouvoir de négociation.

Grève contre les compagnies étrangères

Les cadres japonais de l'usine Honda Lock ont expliqué avoir tout essayé, de la médiation du gouvernement à l'intimidation, pour mettre fin à la grève, mais n'ont pu combler ce qu'un cadre a appelé un « *déficit de communication* » avec les jeunes travailleurs énervés. « *Imaginez quelques cadres japonais de 40 ou 50 ans essayant de trouver des points communs à discuter avec des travailleurs locaux. Même les dirigeants locaux chinois ont eu des problèmes pour entrer en communication avec les jeunes travailleurs énervés de la Chine rurale* »¹⁶.

Selon Patrick Chovanec, un économiste de l'Université de Qinghua à Pékin, « *les entreprises se préoccupent de leur image chez elles et à l'étranger, tandis qu'un sous-traitant chinois fabricant du savon ne se préoccupera guère de ce que le monde pense de lui.* » Les conflits d'aujourd'hui renvoient à la situation difficile de Nike au début des années 1990, quand ils ont fait face à une levée de boucliers sur les conditions de travail dans leurs usines asiatiques. « *Ils n'ont pas été ciblés parce qu'ils étaient les pires* », explique Chovanec, « *ils ont été ciblés à cause de leur visibilité et (les militants syndicaux) pensaient qu'ils pourraient attirer plus l'attention et qu'ils seraient plus réceptifs.* »

Selon ses travailleurs, Honda, comme Foxconn, discriminent les Chinois, les empêchant d'atteindre un poste plus haut que celui de chef de département adjoint. Ils ont raconté qu'un stagiaire japonais leur a dit être payé 380 dollars par jour, soit plus de 50 fois le salaire d'un travailleur chinois. « *Nous faisons le même travail. Nous savons que l'écart entre les coûts de la vie en Chine et au Japon est grand, mais nous ne croyons pas qu'il puisse être de 50 fois plus* », explique un ouvrier de fonderie âgé de 21 ans. « *Ils nous traitent comme une main-d'œuvre bon marché, car plus des deux tiers des travailleurs à l'usine sont des stagiaires, qui sont payés à peine 800 yuans par mois.* »¹⁷

L'usine Mercedes-Benz de l'Allemand Daimler a commencé à distribuer des primes aux ouvriers de son usine d'assemblage de véhicules à Pékin. Un système similaire était déjà en place pour les employés de bureau de Mercedes en Chine, mais c'est la première fois que des ouvriers reçoivent des primes de rendement, a souligné Trevor Hale, un porte-parole de la compagnie. « *Nous sommes confrontés à une pénurie de travailleurs qualifiés en Chine, et cela devient beaucoup plus compétitif là-bas.* »

Compal Electronics Inc, le premier fabricant mondial de PC portables en sous-traitance, a également commencé à octroyer des primes de rendement pour attirer et retenir les travailleurs après avoir augmenté le salaire minimum l'an dernier pour ses quelque 20 000 salariés travaillant en Chine orientale, a indiqué récemment Ray Chen, son directeur général. Les travailleurs savent également que les autorités sont plus susceptibles de soutenir une action contre une société étrangère que contre une entreprise nationale, a expliqué dans le *China Labour Bulletin*, Geoffrey Crothall : « *Les propriétaires des entreprises nationales ont*

¹⁶ *Wall Street Journal*, 9 June 2010.

¹⁷ *Bursa Malaysia Market News*, 18 June 2010.

de meilleures relations avec les représentants du gouvernement et je pense que cela a probablement beaucoup à voir avec ça. »

Le coût des grèves

Honda a augmenté les salaires de 366 yuans, remontant le salaire de base à 1 910 yuans par mois. Mais l'impact des augmentations salariales devrait être minime dans le bilan de la société, car les coûts salariaux ne représentent qu'environ 5 % de son chiffre d'affaires, indique une étude de Morgan Stanley.

Or certains patrons d'entreprises de taille moyenne se sont plaints de l'importance des augmentations salariales. Huang Ming-Chih, président de l'Association des patrons taïwanais à Shenzhen, a déclaré que l'augmentation inattendue des salaires chez Foxconn élèvera le coût du travail des autres usines taïwanaises confrontées à une pénurie de main d'œuvre.

« Pour beaucoup d'usines qui se sont à peine remises de la récession mondiale, une augmentation de salaire considérable fera certainement augmenter leurs coûts d'exploitation et réduira leurs marges, ajoutant le gel à la neige. » Il ajoute que de nombreux patrons d'usine n'ont d'autre choix que d'augmenter les salaires de leurs travailleurs. Li Zhiguang, qui possède une usine de sous-vêtements dans le district de Longgang, a déclaré : *« Ils nous tuent. Mes travailleurs m'ont dit qu'ils veulent aussi une augmentation de salaire. »* Mais la productivité du travail augmente rapidement et la compétitivité en termes de coûts ne s'est pas significativement érodée.

Même avant les récentes grèves, les fabricants et les acheteurs de produits à faible coût cherchaient activement des lieux de production alternatifs comme le Vietnam et le Cambodge. Selon Chen Gong, l'économiste en chef chez Anbound Consulting, la hausse des salaires peut entraîner un transfert industriel à grande échelle à l'intérieur ou l'extérieur de la Chine. L'ère de la Chine à bas salaire est terminée. Les données montrent que le salaire minimum pour les travailleurs non-qualifiés au Vietnam se situe entre 400 et 500 yuans par mois, inférieur à celui du Bangladesh. Les salaires des travailleurs chinois – environ 800 yuans par mois – sont supérieurs à ceux de pays comme l'Inde et la Malaisie. Le transfert d'industries est inévitable avec un tel scénario, en particulier pour les produits bas de gamme pour des industries de transformation à petite échelle.

Selon une enquête réalisée par la Fédération des Industries de Hong Kong, 37,3 % des 80 000 entreprises de Hong Kong, situées dans le delta de la rivière des Perles, envisagent de transférer tout ou une partie de leur production hors de la région, et 63 % des entreprises interrogées sont prêtes à s'éloigner de la province du Guangdong. La flambée des coûts, notamment des salaires, les a forcés à se tourner vers des zones à faible coût.

Toutefois, la hausse des salaires ne conduira probablement pas à des délocalisations industrielles à grande échelle. Des sociétés telles que Foxconn et Honda ont non seulement leurs bases industrielles dans le Guangdong, mais elles ont aussi besoin des structures industrielles locales, du marché, de la logistique, de la productivité, des politiques fiscales et des conditions de vie. Compte tenu de l'avantage global de la Chine en termes de logistique, les entreprises étrangères exportatrices ne devraient pas délocaliser massivement. Or les demandes de Foxconn de transférer les coûts salariaux plus élevés à ses clients n'ont pas été accueillies favorablement par Apple. *« Apple est enclin à présent à accepter l'utilisation de nouveaux sites »*, a dit un dirigeant.

Les augmentations salariales chez Foxconn ont à la fois renforcé les attentes des travailleurs sur le niveau du nouveau salaire minimum standard mis en place par le gouvernement de Shenzhen et mis la pression sur les autres entreprises des environs. Elles ont poussé le gouvernement local à fortement réévaluer ce salaire minimum.

L'augmentation du salaire minimum chez Foxconn qui l'a fait passer de 900 à 1 200 yuans mensuels, l'a placé largement devant le salaire minimum de la ville.

Et maintenant ?

La productivité

La productivité du travail dans le secteur industriel a augmenté rapidement. En conséquence, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur industriel n'ont augmenté que modérément pendant la dernière décennie. Selon UBS, les coûts dans l'industrie manufacturière ont encore moins augmenté, en ligne avec l'inflation. C'est parce que le secteur industriel inclut également l'exploitation des ressources naturelles et l'énergie (l'électricité, le gaz naturel ainsi que production et approvisionnement de chaleur), alors que c'est le secteur manufacturier (production de marchandises) qui a connu la plus rapide croissance de la productivité. En outre, les données officielles sur les salaires sont connues pour largement exagérer le niveau et la croissance du salaire moyen et de l'économie, comme le reconnaissent les pourvoyeurs de statistiques officielles.

Quand le salaire réel monte avec la productivité réelle du travail (rendement par unité de travail), le coût de travail plus élevé est entièrement compensé sur la durée, du fait que le travail génère plus de biens, alors que les parts des salaires et des profits dans la production totale demeurent constantes. En termes nominaux, la croissance du salaire nominal sera en ligne avec la croissance de la productivité réelle plus l'inflation, c.-à-d., les coûts unitaires de main-d'œuvre devraient croître au rythme de l'inflation. Quand c'est le cas, les augmentations de salaire n'accroissent pas l'inflation ni ne réduisent les profits.

Les taux de profit moyens dans le secteur industriel de la Chine sont restés tout à fait stables dans la décennie passée, excepté un plongeon brusque vers la fin de 2008, avant de se redresser en 2009.

Lors de décennie passée, l'inflation rampante de la Chine et les prix à l'exportation ont été modérés. L'inflation plus volatile, tracée par l'index des prix à la consommation, a été tirée par les prix des denrées alimentaires et non par les biens industriels, ni par les augmentations salariales.

La production se déplace vers l'ouest de la Chine

Après le flux des grèves et des augmentations du salaire minimum ayant entraîné de fortes augmentations salariales pour des millions d'ouvriers, les entreprises veulent profiter des incitations du gouvernement à déplacer leurs opérations vers la Chine occidentale plus pauvre. Les sociétés à investissement étranger comptent également puiser dans une main-d'œuvre jeune et qualifiée qui ne veut plus sacrifier sa vie de famille en délaissant son foyer pour travailler de longues journées dans la ceinture industrielle côtière. *« La rentabilité est basse dans les usines d'assemblage – les marges opérationnelles sont souvent 2 à 4 %, de sorte qu'il n'y a pas beaucoup de marges de manœuvre si les coûts commencent à monter. »*¹⁸

Alors que le salaire minimum à Shenzhen est de 1 100 yuans par mois, il ne dépasse pas 600 yuans au Henan. La frénésie d'investissements publics dans les régions plus pauvres de Chine centrale et occidentale a également multiplié les possibilités d'emploi pour des millions de travailleurs qui précédemment devaient parcourir des milliers de kilomètres à la recherche d'un travail.

L'industrie manufacturière compte actuellement pour environ 47 % du PIB chinois, comparativement aux 23 % des USA. L'hypothèse d'un exode massif de ces industries vers des pays meilleur marché tels que le Vietnam et le Bangladesh ne s'est réalisée que modérément.

¹⁸Selon le CLSA (Crédit Lyonnais Securities Asia) de Hong Kong

Mais l'augmentation du coût du travail en Chine aura des conséquences. Le salaire horaire dans la fabrication de vêtement en Chine, selon des statistiques de l'EIU, a augmenté de 14 %, depuis 2009, pour atteindre 1,84 \$.

Il coûte maintenant presque quatre fois autant d'employer un ouvrier chinois dans l'habillement qu'un ouvrier vietnamien, où le salaire horaire, au cours de la dernière année, a augmenté de juste 2 % à 0,49 \$. Mais la Chine a encore des coûts de main-d'œuvre inférieurs à ceux de l'Inde. Cependant, après avoir exporté de la déflation, les industries chinoises ont déjà commencé à exporter de l'inflation. Pour la première fois depuis vingt ans, de grands donneurs d'ordre occidentaux de l'habillement ont annoncé, en 2010, de notables hausses des prix de détail de leurs produits.

Augmentation salariale annuelle moyenne	1998-2008	Augmentation salariale annuelle moyenne	1998-2008
Guangdong	114 %	Shanghai	227 %
Guangxi	244 %	Zhejiang	186 %
Hunan	263 %	Jiangsu	247 %
Guizhou	259 %	Mongolie intérieure	336 %
Chongqing	377 %	Tibet	247 %

L'économie chinoise : de la plus-value absolue à la plus-value relative

Au cours des trois années à venir, la croissance des revenus du travail pourrait atteindre 14-17 % par an, croissance sensiblement plus haute que celle nominale du PIB qui pourrait passer sous les 10 %. A moyen terme, cette tendance aura probablement un effet positif important pour rééquilibrer la croissance de l'économie. Le gouvernement a réalisé – plus fortement que jamais – que l'inégalité des revenus peut devenir une menace matérielle pour la stabilité sociale et politique. Selon ses calculs, basés sur des études du professeur Cai Fang de l'Académie des Sciences Sociales, l'augmentation des salaires, entre 2000 et 2007, des travailleurs migrants (la plupart du temps dans des secteurs à faible composition organique du capital) était seulement de 5-6 % par an. Au cours de la même période, la croissance moyenne annuelle du PIB nominal était de 15 %, et la hausse des salaires des entreprises d'État de 16 %. Une situation dangereuse nécessitant un rattrapage rapide pour la partie la plus mal payée des travailleurs.

L'autre sujet d'inquiétude était provoqué par la disparité croissante entre profits des entreprises et salaires des travailleurs. Depuis 2000-2008, les bénéfices industriels ont augmenté 6,2 fois, mais le salaire moyen des ouvriers industriels n'a augmenté que de 1,8 fois. En d'autres termes, la croissance moyenne annuelle du bénéfice des entreprises était de 28 % contre une croissance de salaire de seulement 14 % (même ce chiffre est susceptible d'être exagéré à cause du manque de couverture statistique des sociétés privées). Même les recettes du gouvernement se sont développées (de 21 % par an) sensiblement plus rapidement que le revenu des ouvriers au cours de la même période.

Les coûts du travail dans les usines côtières comptent pour une fraction relativement faible des coûts de production totaux du secteur de l'électronique en croissance rapide, et donc une augmentation de 20 % des salaires est peu susceptible de modifier la décision d'une compagnie d'investir en Chine. La situation est plutôt différente pour les textiles et autres secteurs d'activités à forte intensité de main-d'œuvre, cependant. Il est également important de se souvenir que la productivité se développe rapidement, avec comme résultat que la compétitivité globale de la Chine n'est pas minée par de grandes augmentations des salaires. En outre, des salaires plus élevés aideront à favoriser l'augmentation de la consommation – soutenant le but du gouvernement de rééquilibrer l'économie vers la consommation intérieure.

Pour les secteurs monopolistiques et/ou les secteurs qui sont dominés par de grandes entreprises d'États (tel que le pétrole, l'énergie, les télécommunications et la finance), la

pression des salaires devrait être beaucoup moindre car le salaire moyen est déjà 1-2 fois plus haut que le salaire moyen dans l'industrie manufacturière. En fait, le gouvernement essaye de limiter la croissance des salaires dans ces secteurs, pour limiter les disparités de revenu. En d'autres termes, la rhétorique au sujet d'une plus grande égalité de revenu ne signifie pas nécessairement une plus grande distribution de la richesse en faveur des ouvriers !

Le syndicat officiel contre-attaque

Le *China Labour Bulletin* a publié un rapport en mars 2009, « Défendre les droits des travailleurs ou servir le parti » qui explique que « pendant des décennies, le rôle principal de l'ACFTU a été d'aider les autorités à assurer la gouvernance sociale. » Son rôle de protection des droits et des intérêts des travailleurs « a été uniformément subordonné à la nécessité de maintenir la stabilité sociale et de soutenir la légitimité politique du Parti Communiste ./...la protection des droits des travailleurs est avant tout guidée par l'opportunisme politique et peut être retirée ou recentrée dès que, et de la manière dont, le gouvernement le requiert. » Comme le dit une jeune ouvrière de Honda Lock, « le syndicat officiel est pire qu'inutile – ce sont des traîtres. »¹⁹ L'ACFTU a recommandé, le 4 juin 2010, que des sections syndicales soient établies dans toutes les entreprises n'appartenant pas à l'État, y compris celles à capitaux étrangers ainsi que celles contrôlées depuis Hong Kong et Taïwan. L'ACFTU a émis une directive urgente exigeant que ses branches encouragent la syndicalisation afin de mieux défendre les intérêts des travailleurs, en particulier des travailleurs migrants.

L'ACFTU a demandé à ses fédérations de promouvoir un système de négociations collectives conformément à la législation du travail et syndicale, et aussi d'aider les ouvriers à la chaîne à obtenir des salaires plus élevés. Les syndicats devraient également pousser les entreprises à enrichir les vies des ouvriers en organisant plus d'activités sociales, récréatives et sportives.

En juin, le syndicat municipal de Shenyang pour les entreprises du secteur tertiaire, syndicat soutenu par le gouvernement municipal de cette capitale provinciale, a commencé à se plaindre auprès des médias d'État chinois que Yum Group (KFC) tardait à répondre à ses demandes de contrat de travail. Ces plaintes devaient faire pression sur l'entreprise, pour laquelle la Chine est un marché énorme, avec plus de 3 500 KFC, Pizza-Hut et autres points de vente ayant contribué à hauteur de 48 % à son bénéfice d'exploitation global au premier trimestre.

Les leçons de la grève de Honda ont été étudiées avec la plus grande attention par les dirigeants syndicaux. Ils savent, comme le parti communiste chinois, que les tentatives des travailleurs vers une plus grande autonomie d'organisation représentent la principale menace pour le maintien de leur pouvoir.

Le syndicat de l'usine de composants Honda à Foshan, qui n'a rien fait pour aider les ouvriers durant leur grève réussie en juin, va être reformé et ses chefs élus démocratiquement par les salariés, a indiqué un dirigeant syndical du Guangdong. Kong Xianghong, vice-président de la Fédération des syndicats du Guangdong, a précisé que beaucoup de directions syndicales dans les entreprises à capitaux étrangers sont en réalité nommées par la direction. Afin de renforcer la démocratie sur le lieu de travail à l'usine Honda, Kong a indiqué, non seulement que la direction syndicale devrait être démocratiquement élue par les syndiqués mais qu'elle devrait également être sujette à une évaluation annuelle des performances. La direction syndicale devra obtenir une approbation de plus de 50 % afin de rester en place, a-t-il souligné. « À Foshan, un syndicat fonctionnant correctement aurait pu présenter les revendications ouvrières d'un salaire plus élevé à la direction pendant des négociations

¹⁹Financial Times, 13 juin 2010

programmées, pacifiques et équitables, évitant ainsi une grève qui a, non seulement fermé l'usine de composants, mais entraîné l'arrêt des opérations pour Honda dans toute la Chine » explique Crothall, dans le *China Labour bulletin*, synthétisant la position réformiste.

Mais il sera difficile pour le syndicat d'État de se réformer. Intervenant rapidement chez Denso, des fonctionnaires syndicaux ont essayé de distribuer des stylos et du papier pour que les grévistes notent leurs revendications, mais ces derniers se sont simplement assis refusant de s'exécuter, note Liu Xi, un porte-parole du gouvernement du district. L'ACTFU pourrait-elle s'activer pour mieux défendre les intérêts des ouvriers, comme lorsqu'elle réussit à organiser des sections syndicales aux magasins Wal-Mart en 2006 ? Le syndicat n'a pas été très actif depuis cette action très symbolique.

Pour mettre en application cette réforme, la Chine pourrait bien reproduire l'approche de Deng, « *traverser le fleuve en sentant les pierres à tâtons* », c.-à-d., modifier les législations du travail et leur application à titre d'essai dans des villes, régions ou industries particulières, comme le suggère le journal officiel, *China Daily*. Cette « *expérience provisoire* » pourrait permettre à l'ACFTU de s'engager plus activement dans la défense des travailleurs et la négociation collective, et même de lancer des grèves comme arme économique pour atteindre ses objectifs.

Beaucoup voient cela comme un des moyens efficaces de réguler les conflits de travail et de permettre une opposition « *contrôlée* » entre employeurs et ouvriers. Permettre à l'ACFTU de représenter plus agressivement les intérêts des travailleurs montrerait que les autorités chinoises se préoccupent du bien-être de leurs citoyens-travailleurs autant que de leurs dirigeants d'entreprise. La résolution des conflits serait soumise à des mécanismes légaux de négociation, de médiation et d'arbitrage. Le syndicat serait ainsi en meilleure position, pour contrôler et défendre les droits statutaires et contractuels des travailleurs, ajoutant une couche additionnelle et non gouvernementale pour appliquer la législation du travail, écrit le *China Daily*.

Mais la dernière action de l'ACFTU a plus l'apparence d'un racket financier que d'un effort de syndicalisation. Elle a visé certaines des plus grandes banques d'investissement du monde dans une campagne de recrutement qui poussera les multinationales à payer une taxe de 2 % sur la masse salariale pour financer les activités syndicales.

« *Le sentiment général est que nous devons payer un impôt supplémentaire de 2 %* », a dit un directeur de banque, notant que l'approche du syndicat était dirigée vers la direction, non vers les travailleurs. L'approche des syndicats donne aux entreprises la possibilité de contrôler ses activités internes en choisissant les membres et les dirigeants des sections syndicales. « *Ici un syndicat, c'est pour aider la compagnie à être plus productive.* »

Le PCC

Après la montée de l'opposition aux régimes staliniens en Europe dans les années 1980, notamment en Pologne, et la formation de groupes autonomes de travailleurs pendant le mouvement démocratique écrasé Place Tian'anmen en juin 1989, les dirigeants chinois ont réalisé la puissance potentielle des ouvriers. En 2002, la vague de manifestations à Liaoyang au nord-est du pays, fut probablement le mouvement le plus radical d'agitation ouvrière depuis 1989.

Les luttes ouvrières qui se sont propagées dans les usines ont été accompagnées de revendications politiques, en premier la destitution de fonctionnaires municipaux. Les autorités ont arrêté et emprisonné les leaders du mouvement, les accusant de subversion politique²⁰. Au début du mouvement de grève que nous évoquons dans cette brochure, le PCC

²⁰Voir le chapitre 3 de *Against the Law: Labour Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, Ching Kwan Lee, 2007

a été remarquable par son silence. Puis, le département de propagande du parti communiste a publié, le 28 mai, l'ordre de faire silence aux médias et de cesser d'informer sur les grèves, craignant l'impact déstabilisateur de l'agitation.

Plutôt que d'attaquer ouvertement les grévistes, un commentaire dans le *Quotidien du peuple*, journal du parti communiste, critiquait surtout l'ACFTU, indiquant qu'elle ne faisait pas son travail de résolution des conflits du travail. Intervenant pour la première fois, suite à la vague des grèves, le premier ministre, Wen Jiabao, a réclamé un meilleur traitement pour la vaste armée des travailleurs migrants, les félicitant pour leur contribution au boom économique. Le 26 juin, Wen Jiabao a réitéré son appel à l'établissement d'un rapport « harmonieux » entre travail et capital, lors d'un voyage dans la province du Zhejiang. Mais quand les grèves se sont rapprochées de la capitale, atteignant Tianjin, les ouvriers ont senti la lourde main de l'État. La police est intervenue brutalement.

Il n'y a aucune preuve d'une coordination des activités ouvrières. Un tel développement déclencherait aussitôt une réaction brutale du gouvernement central, qui tolère les mouvements isolés –les actions diverses sont presque une routine partout dans le pays – mais ne supportera aucune tentative d'organisation élargie.

Selon les mots du professeur de relations sociales de l'université de Shenzhen, Zhai Yujuan, « quelques gouvernements locaux peuvent voir des activités des travailleurs comme de l'agitation. Mais ne pas réussir à répondre aux revendications légales des travailleurs créera seulement davantage d'agitation »²¹ « Le gouvernement chinois n'est pas tout-puissant », dit Charles Wolf, analyste économique de Rand Corp. « Ils ont les mains pleines de problèmes à résoudre, et contrôler l'agitation ouvrière est l'un d'eux. » Le gouvernement chinois a la force suffisante pour écraser de futures grèves, mais les décideurs sont bien conscients que la répression, au-delà d'un certain point, pourrait se retourner contre eux, alimentant plus d'agitation.

Cependant, l'« agitation » peut ne pas venir uniquement des ouvriers, et il pourrait devenir impossible de maintenir un contrôle strict de l'État sur l'expression et d'autres droits individuels. Peut-être que le gouvernement ne peut pas simplement continuer à traiter au cas par cas des groupes comme les étudiants, les ouvriers et les ruraux qui veulent faire connaître leurs réclamations publiquement. Peut-être que ce régime n'est plus un cadre adéquat pour gérer les conflits dans la société chinoise actuelle.

Aujourd'hui

Après être restées en grève pendant quatre jours, les travailleuses, principalement jeunes, de Brother Industries à Shenzhen sont retournées aux travail quand la direction a finalement accepté de ralentir la chaîne de production et d'augmenter les salaires d'environ 100 yuan par mois. Le gouvernement local les poussait à accepter le compromis et la direction avait menacé de renvoyer quiconque se mettrait en grève.

Beaucoup d'ouvriers semblaient penser (voir, par exemple, les interviews dans le *China Labour Bulletin*) qu'il est nettement plus facile de faire grève dans des entreprises étrangères, particulièrement japonaises. Il y a eu des grèves et des actions dans des entreprises locales, en particulier des entreprises d'État en cours de restructuration et de privatisation. Mais, dans la plupart des cas, les autorités locales adoptent une ligne plus dure contre les ouvriers dans ces conflits. Le 1er juin, 3 000 policiers ont essayé de casser une grève longue de deux semaines de 5 000 ouvriers à l'ancienne filature de coton d'État à Pingdingshan, dans le Henan. Plus de 20 ouvriers ont été détenus et huit accusés pour « perturbation de la production. » En même temps, le gouvernement provincial allait augmenter le salaire minimum légal dans la ville de 23 %, de 650 à 800 yuans. Même les gouvernements

²¹China Labour Bulletin, 25 juin 2010

régionaux les plus politiquement répressifs ont augmenté le salaire minimum. Le Xinjiang a augmenté son salaire minimum mensuel de 24,6 %, le Qinghai de 28,8 % et le Tibet de 30-35 %.

Dans des provinces plus pauvres telles que l'Anhui et le Jiangxi, le salaire minimum est toujours de seulement 500 à 720 yuans par mois. Dans les villes importantes comme Shenzhen, Canton et Shanghai, il est maintenant d'environ 1 100 yuans par mois, au-dessous cependant d'un revenu suffisant dans des villes où le coût de la vie, en particulier celui du logement, est en augmentation rapide. L'inflation est de retour pour les produits alimentaires. Selon une étude menée par les syndicats officiels de Shenzhen, le revenu mensuel moyen, y compris heures supplémentaires et primes, de plus de 5 000 travailleurs migrants interviewés en juin était de 1 839 yuans, moins de la moitié du salaire moyen dans la ville de 4 263 yuans par mois à la fin de 2009.

Les salaires de base des ouvriers de chaîne de production sont toujours à peine plus élevés que le minimum légal, bien qu'avec des heures supplémentaires et d'autres avantages les salariés puissent maintenant gagner entre 2 000 et 2 500 yuans par mois. D'ailleurs, les ouvriers ont indiqué que les avantages sociaux, le logement et même la qualité de la nourriture de cantine dans quelques usines se sont améliorés marginalement au cours de la dernière année.

Quant aux plus petites entreprises, elles doivent non seulement payer les impôts légaux, mais également des demandes arbitraires d'impôts, faire des donations aux causes du gouvernement et même verser des pots-de-vin aux fonctionnaires, ce qui réduit leurs marges de profit. Beaucoup d'entreprises à faible composition organique de capital et à forte intensité de main d'œuvre (textile, montage simple...) vont probablement répondre aux revendications salariales des ouvriers simplement en fermant et délocalisant vers des régions moins coûteuses. Beaucoup d'entreprises maquillent leurs comptes pour échapper au fisc, et souvent, le seul indice permettant aux ouvriers de connaître sa santé économique est de voir si le patron a acheté une nouvelle voiture dans l'année.

La prochaine étape

« *En Chine, il a toujours été difficile de mettre en œuvre les droits de l'homme* », a dit un ouvrier de Foshan Fengfu. « *Mais la sauvegarde de ses propres droits est toujours légitime... si les gens sont opprimés, ils doivent se rebeller. C'est entièrement naturel.* »²²

« *Augmentez le salaire, réduisez les heures de travail* », criaient les grévistes de Meilu, bloquant la route devant leur usine. Li Xiaojuan, une femme de 20 ans travaillant à l'usine de Honda Foshan, a publié une lettre ouverte au nom des seize employés choisis par des ouvriers pour négocier en leur nom, pendant une grève qui a stoppé les opérations en Chine du constructeur automobile pendant une pleine semaine. « *Nous devons maintenir un niveau important d'unité et ne pas laisser les représentants du Capital nous diviser* », recommandait la lettre. « *Les bénéfices de cette usine sont les fruits de notre travail amer... Cette lutte n'est pas simplement au sujet des intérêts de nos 1 800 ouvriers. Nous nous préoccupons également des droits et des intérêts de tous les ouvriers chinois.* »²³ « *Je suis heureux de voir plus d'ouvriers sachant comment se protéger et assez courageux pour s'exprimer* », dit Huang Weimu, un étudiant en droit basé à Foshan qui a travaillé, infiltré dans les usines locales, pour y recueillir des renseignements sur les abus.²⁴

« *Le pouvoir se situe dans l'unité et l'espoir se situe dans le défi* », ont écrit dans une pétition, des ouvriers de KOK International. « *Comme le prouvent l'augmentation que nous*

²²AsiaOne News, 25 juin 2010

²³China Labour Bulletin, 10 juin 2010

²⁴Ibid.

avons obtenue à la fin de l'année dernière et les succès chez Honda et Foxconn, qui sont de bons exemples pour nous. »²⁵

Conclusion

En raison de son importance – le nombre de travailleurs employés dans les industries manufacturières en Chine est plus du double de celui du G7 –, la Chine constitue la nouvelle frontière pour le capital mondial. Il y a d'autres pays – Bangladesh, Vietnam et l'Inde bien sûr – mais la Chine est aujourd'hui le facteur déterminant. L'expression « *atelier du monde* » n'est pas qu'une figure journalistique. Toutefois, pour le capital, la Chine n'est plus seulement un réservoir de main d'œuvre bon marché.

Les patrons, l'État dirigé par le PCC et les investisseurs étrangers, tentent d'encadrer le passage de la plus-value absolue à la plus-value relative, de la domination formelle à la domination réelle du capital.

La classe ouvrière qui émerge de ce processus, plus qualifiée, urbanisée et militante, représente le risque d'une crise politique pour le capital (dans le sens des relations de classe). Cependant, à court terme, nous ne savons pas ce qu'il adviendra de la modernisation des relations industrielles mise en place par l'État chinois. Nous ne pouvons pas dire non plus ce qui se produira si la crise financière et fiscale impose encore des licenciements massifs et renverse ainsi les conditions actuelles, favorables aux revendications salariales.

Plusieurs facteurs objectifs ont facilité la récente vague de grèves :

- la pénurie de main d'œuvre aggravée par la croissance désordonnée de l'économie chinoise concentrée dans certains secteurs,
- les effets des changements démographiques et du plan de stimulation de l'économie,
- la division de la production – pas d'alternative pour faire face à la pénurie de pièces – favorisant l'efficacité de la grève,
- les syndicats officiels incapables de canaliser les luttes des ouvriers comme le font les grands syndicats des pays démocratiques,
- la concentration des grèves dans les entreprises étrangères.

Que deviendra la volonté de lutte des ouvriers si certains de ces facteurs cessent d'exister ?

De plusieurs manières la classe ouvrière industrielle des provinces côtières de la Chine est la grande inconnue du prolétariat mondial d'aujourd'hui, capable de lancer une vague de « *militantisme pour le salaire* » classique en profitant de la demande croissante de leur main d'œuvre. Dans les pays industrialisés, la plupart des ouvriers subissent aujourd'hui les contrecoups des licenciements massifs et de l'austérité. Malgré les difficultés à s'identifier aux luttes des ouvriers en Chine, les récentes grèves ont démontré que, contrairement à l'image, véhiculée en Occident, d'une main d'œuvre aussi docile que bon marché, les prolétaires chinois ont entrepris de se battre avec détermination, dans des conditions difficiles, pour améliorer leurs conditions d'existence.

De même, dans les zones de la périphérie, les grèves récurrentes au Bangladesh, les agitations ouvrières au Cambodge, en Thaïlande et au Vietnam, ou les émeutes comme en Tunisie et en Algérie etc. démontrent que dans ces pays la course vers un prix de la force de travail toujours plus bas a atteint ses limites et que le capital commence à subir les réactions de son ennemi mortel.

La classe ouvrière chinoise a commencé à développer des liens de solidarité entre ses différents secteurs et a emmagasiné suffisamment de confiance en elle pour passer à l'action, en particulier contre ces compagnies internationales géantes pour lesquelles bon nombre d'entre nous travaillent. Nous attendons impatiemment d'entendre à nouveau parler d'elle.

²⁵Ibid.

ANNEXES

Bibliographie

En français

Marie-Claire Bergère, « *Capitalismes et capitalistes en Chine : XIXe-XXIe siècle* » Perrin, Paris, 2007

Jean-Louis Rocca, « *La condition chinoise. La mise au travail à l'âge des réformes (1978-2004)* », Karthala, Paris, 2006

Lijia Zhang, « *Vive le socialisme ! La véritable histoire d'une jeune chinoise qui rêvait de liberté* » Bourin, Paris, 2010

Bruno Astarian « *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)* » Acratie, La Bussière, 2009

En anglais

Articles spécialisés (journaux) :

« *Avid Young Reader of Mao Zedong's Poetry from the post-1980s generation leads the Honda strike* » *China News Weekly*, 2 June 2010

Han Dongfang, « *Chinese Labour Struggles* », *New Left Review*, July-Aug 2005

Eli Friedman and Ching Kwan Lee, « *Remaking the World of Chinese Labour: A 30-Year Retrospective* », *British Journal of Industrial Relations*

Articles spécialisés (publications universitaires) :

Elizabeth J. Perry and Mark Selden, « *Chinese Society Change, conflict and resistance* », Third edition, Routledge 2010

Mark Wang « *Impact of the Global Economic Crisis on China's Migrant Workers: A Survey of 2,700 in 2009* », *Eurasian Geography and Economics*, 2010, 51, No. 2

Kam Wing Chan « *A China Paradox: Migrant Labor Shortage amidst Rural Labor Supply Abundance* », *Eurasian Geography and Economics*, 2010, 51, No. 4

Dorothy J. Solinger, « *Labor Discontent in China in Comparative Perspective* », *Eurasian Geography and Economics*, 2007, 48, No. 4

Anita Chan and Kaxton Siu, « *Analyzing Exploitation: The Mechanisms Underpinning Low Wages and Excessive Overtime in Chinese Factories* », *Critical Asian Studies*, Vol. 42, No. 2 (2010), pp. 167-90., Routledge 2010

Anita Chan, « *Corporate Accountability and the Potential for Workers' Representation in China* » in Kate Macdonald and Shelley Marshall, eds., *Fair Trade, Corporate Accountability and Beyond: Experiments in Globalizing Justice* (Aldershot, UK: Ashgate, 2010), pp. 211-221

Anita Chan, « Organizing Wal-Mart in China: Two Steps Forward, One Step Back for China's Unions », *New Labor Forum*, Vol. 16, No. 2 (March 2007), pp. 87-96.

Mark Wang, « *Impact of the Global Economic Crisis on China's Migrant Workers: A Survey of 2,700 in 2009* », *Eurasian Geography and Economics*, 2010, 51, No. 2

Kam Wing Chan, « *A China Paradox: Migrant Labor Shortage amidst Rural Labor Supply Abundance* », *Eurasian Geography and Economics*, 2010, 51, No. 4

Sites web :

Ville de Guangzhou : www.lifeofguangzhou.com

Trading Economics website : <http://www.tradingeconomics.com/default.aspx>

Publications économiques :

The China Analyst, mensuel publié par « The Beijing Axis business consultancy firm »

The China Compass, mensuel publié par « The Beijing Axis business consultancy firm »

Livres

Frank Dikötter « *Mao's Great Famine: The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-62* », Bloomsbury, London, 2010

Anita Chan, « *China's Workers Under Assault: Exploitation and Abuse in a Globalizing Economy* », M. E. Sharpe, Armonk, 2001, 244 pp.

Kellee S. Tsai, « *Capitalism Without Democracy: The Private Sector in Contemporary China* » Cornell university press, Cornell, 2007, 288 pp

Leslie T. Chang, « *Factory Girls: From Village to City in a Changing China* », Spiegel & Grau, New York, 2008

Ching Kwan Lee, « *Against the Law, Labor Protests in China's Rustbelt and Sunbelt* » University of California press, Berkeley, 2007,

Lijia Zhang, « *'Socialism is Great!' – A worker's memoir of the new China* », Anchor books, New York, 2009, 384 pp

Elizabeth J. Perry and Mark Selden (Edited by) « *Chinese Society, Change, conflict and resistance (Third Edition)* » Routledge, New York, 2003

Chris King-Chi Chan, « *Emerging Patterns of Workers' Protest in South China* » University of Warwick, Warwick, 2008

Divisions administratives en Chine

Présentation

La Chine est divisée administrativement en provinces, préfectures, arrondissements et districts, cantons et enfin villages. Le terme ville (*Shi*) recouvre plusieurs réalités : ville-province (comme Beijing), ville-préfecture, ville-district ou partie urbaine d'une unité administrative.

La complexité des divisions à partir de l'arrondissement et jusqu'au village, tient au fait de la persistance d'anciennes divisions ou de divisions spécifiques à une province et à l'émergence de nouvelles notamment les districts qui tendent à remplacer les arrondissements.

Provinces (*shěng*)

22 normales

Liáoníng, Jílín, Hēilóngjiāng, Héběi, Shānxī, Sìchuān, Gùizhōu, Yúnnán, Shǎnxī, Gānsù, Qīnghǎi, Jiāngsū, Zhèjiāng, Ānhuī, Fújiàn, Jiāngxī, Shāndōng, Hénán, Húběi, Húnán, Guǎngdōng, Hǎinán

5 provinces autonomes (*zìzhìqū*)

Nèiměnggǔ (Mongolie intérieure), Níngxià, Xīnjiāng, Xīzàng (Tibet) et Guǎngxī

4 villes provinces (*zhíxíashì*)

Běijīng, Tiānjīn, Shànghǎi, et Chóngqìng

2 régions spéciales (*tèbiéxíngzhèngqū*)

Hong Kong, Macau

Préfectures (*dìqū*)

17 normales

30 préfectures autonomes (*zìzhìzhōu*)

383 villes préfectures (*dìjīshì*)

3 préfectures spéciales (*méng*), uniquement en Mongolie intérieure

Arrondissements (*Xiàn*) Districts (*Qū*)

1464 normaux

117 arrondissements autonomes

374 villes arrondissements (*xiànjīshì*)

852 districts (*shìxiáqū*)

49 arrondissements spéciaux (*qí*) et 3 arrondissements autonomes (*zìzhìqí*) uniquement en Mongolie intérieure

1 arrondissement « forestier » (*línqū*) dans le Hubei

2 districts spéciaux (*tèqū*) dans le Guizhou

Cantons (*xiāng*)

14 688 normaux

1 092 cantons ethniques (*mínzúxiāng*)

19 522 villes (*zhèn*)

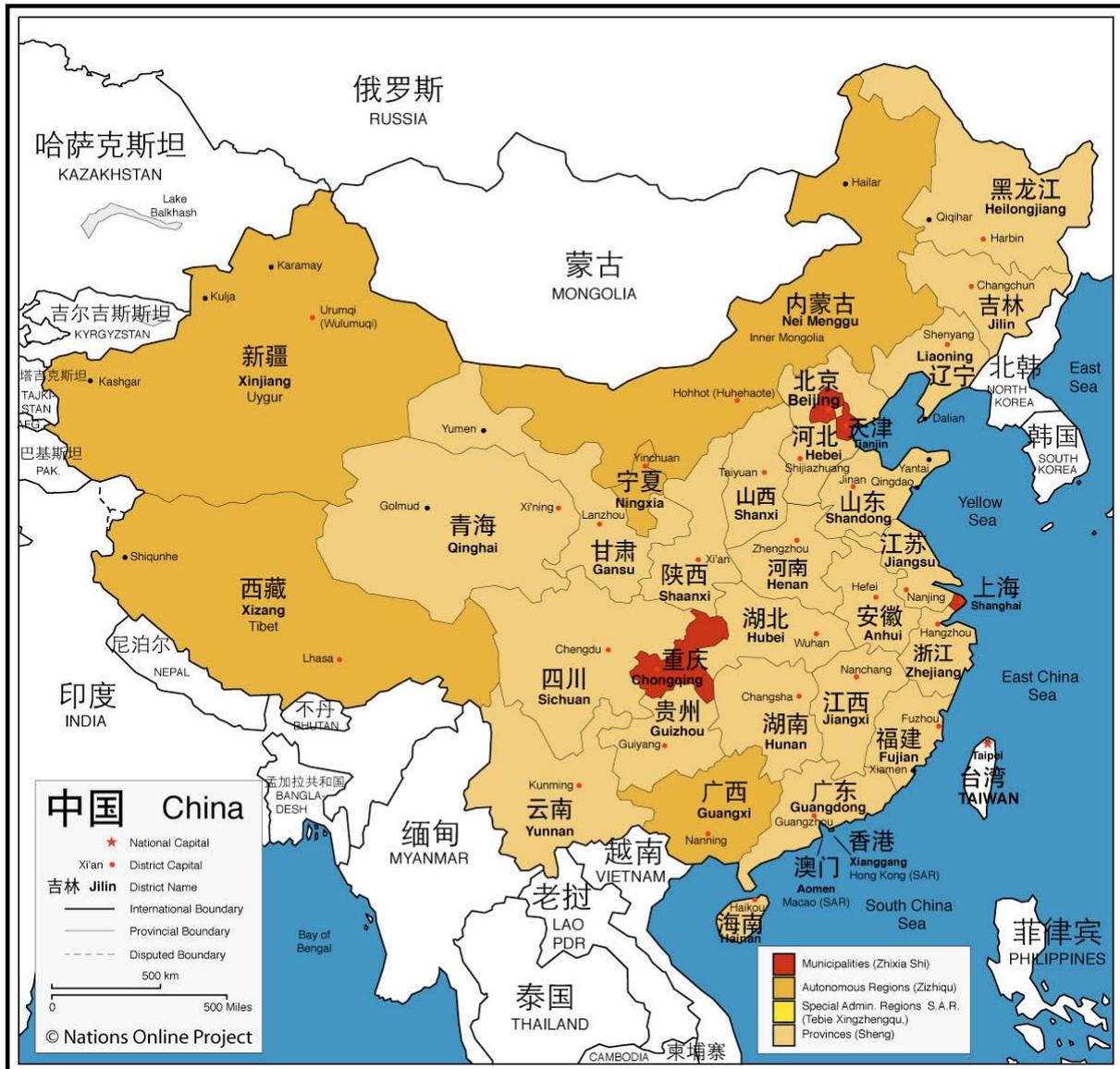
6 152 sous districts (*jiēdàobànshìchù*)

182 spéciaux (*sūmù*) dont 1 ethnique (*mínzúsūmù*) uniquement en Mongolie intérieure

Villages

80 171 villages (*jūmínwěiyuánhùi*)

623 699 villages regroupés (*cūnmínwěiyuánhùi*)



Cas spécifiques

Villes « spéciales »

Ce sont des futures villes provinces.

Dailan (Liaoning), Ningbo (Zhejiang), Qingdao (Shandong), Xiamen (Fujian) et Shenzhen (Guangdong)

Les villes spéciales qui sont déjà des villes-préfectures ont une indépendance économique (budget, planification) qui les place, vis-à-vis du gouvernement central, au niveau des provinces. Toutefois, sur le plan politique, elles restent hiérarchiquement dépendantes de leurs autorités provinciales.

Villes « sous-provinces »

Ce sont des villes préfctures à statut intermédiaires entre la province et la préfecture.

Harbin (Heilongjiang), Changchun (Jilin), Shenyang (Liaoning), Jinan (Shandong), Nanjing (Jiangsou), Hangzhou (Zhejiang), Wuhan (Hubei), Chengdu (Sichuan), Xi'an (Shaanxi) Guangzhou (Guangdong)

Les villes « sous-provinces » qui sont déjà des villes-préfectures ont une indépendance politique qui fait de leurs maires des vice-gouverneurs de province.

Cas de la province du Guangdong

Préfectures

La province du Guangdong (capitale Guangzhou) est divisée en 19 villes-préfectures et deux villes sous-provinces, Guangzhou et Shenzhen. Parmi les 19 villes-préfectures se trouvent Foshan et Zhongshan.

Guangzhou est divisée en 9 villes-districts (*Qū*) (dont 4 forment Guangzhou-centre) et 2 villes-arrondissements (*Shi*). Zengcheng est une des deux villes-arrondissements et Huangpu est un des neuf districts.

Foshan est divisée en 5 villes districts (*Qū*) dont Nanhai.

Arrondissements/districts

Les préfectures se subdivisent en 121 arrondissements dont :

23 villes-districts,

55 districts,

41 arrondissements,

3 arrondissements autonomes

Cantons

Les 121 arrondissements se subdivisent en 1 585 cantons dont :

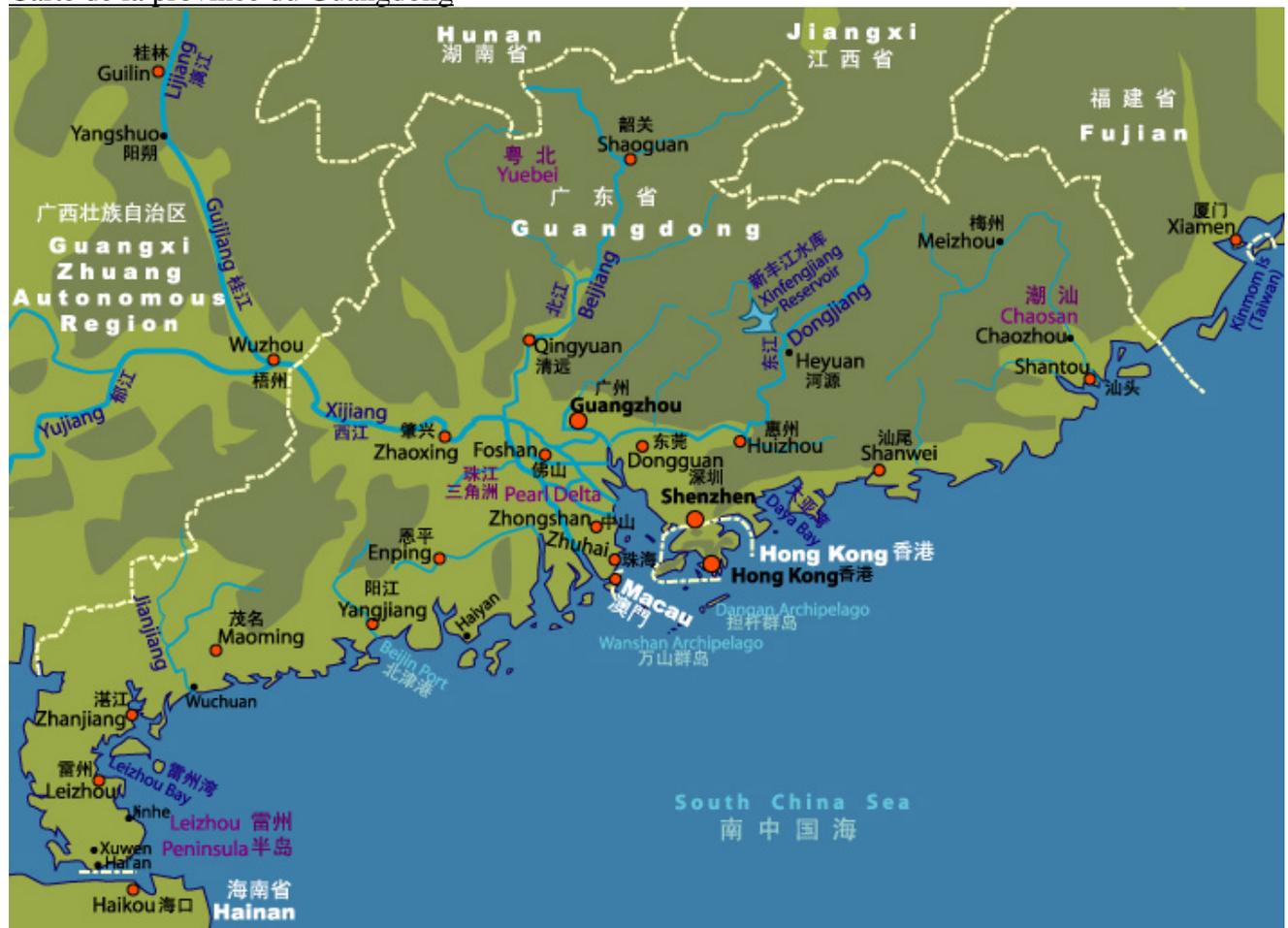
1 145 villes,

4 cantons,

7 cantons ethniques,

429 sous-districts.

Carte de la province du Guangdong



Les usines Honda en Chine

Relation avec Honda	Nom de l'entreprise	Production	Date de création	Ville (PROVINCE)	Effectifs	Produits
partenaire	Dongfeng Honda Automobile Co., Ltd.	Production et distribution d'automobiles	2003	Wuhan (HUB)	2 800	Honda CRV
filiale	Dongfeng Honda Auto Parts Co., Ltd.	Production de pièces pour moteur et autres composants automobile				
partenaire	Dongfeng Honda Engine Co., Ltd.	Production de moteurs automobile	1998	Guangzhou (GUA)		
partenaire	Guangqi Honda Automobile Co., Ltd.	Production et distribution d'automobiles	1998	Guangzhou (GUA)		Honda cars
partenaire	Guangzhou Honda Automobile Research&Development Co.,Ltd.	Recherche et développement pour l'automobile	2007	Guangzhou (GUA)		
filiale	Honda Automobile (China) Co., Ltd.	Production et distribution d'automobiles	2003	Guangzhou (GUA)		Jazz
filiale	Honda Auto Parts Manufacturing Co., Ltd.	Production de pièces pour produits Honda	2005	Zhongshan (Xiaolan)(GUAN)		
filiale	Honda Auto Parts Manufacturing Co., Ltd.	Production de transmissions pour produits Honda	2003	Foshan (Nanhai)(GUAN)	1 900	
filiale	Honda Engineering China Co.,Ltd.	Production d'équipements de production pour les usines en Chine	2004	Guangzhou (GUA)		
Mindong electric filiale	Honda Mindong Generator Co., Ltd.	Production et distribution d'équipements électriques	1994	Fuzhou (FUX)	220	Générateurs et pompes
filiale	Honda Motorcycle R&D China Co., Ltd.	Recherche et développement de motos et produits associés en Chine	2002	Shanghai (SHA)		
Jialing industrial partenaire	Jialing-Honda Motors Co., Ltd.	Production d'équipements électriques	1993	Nanping (CHONGQING)		
Hainan Sundiro partenaire	Sundiro Honda Motorcycle Co., Ltd.	Production et distribution de motos	2001	Tianjin (TIANJIN)	6 400	motos
	Sundiro Honda Motorcycle Co., Ltd.	Production et distribution de motos	2001	Shanghai (SHA)		motos
	Sundiro Honda Motorcycle Co., Ltd.	Production et distribution de motos	2001	Hainan (HAINAN)		composants
partenaire	Wuyang-Honda Motors (Guangzhou) Co., Ltd.	Production et vente de motos	1992	Zengsheng (GUAN)	2 000	motos
	Wuyang-Honda Motors (Guangzhou) Co., Ltd.	Production et vente de motos	2006	Zengsheng (GUAN)	1 300	

Relation avec Honda	Nom de l'entreprise	Production	Date de création	Ville (PROVINCE)	Effectifs	Produits
filiale	Honda Lock (Guangdong Guli) Co., Ltd.	Clés et serrures, capteurs		Zhongshan (Xiaolan)(GUAN)	1 500	
supplier	Foshan Fengfu autoparts	Pots d'échappement, silencieux	2001	Foshan (Chancheng)(GUAN)	440	

“Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d’entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.”

Karl MARX,
Salaires, prix et profit, 1865